

100 TITRES

SUR L'EUROPE

Le débat engagé dans la perspective de la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe, signé à Rome le 29 octobre 2004 et soumis à référendum le 29 mai 2005 a révélé à quel point l'opinion publique française était intéressée par l'Europe. Les cent titres qui suivent ont été identifiés, sélectionnés et décrits alors même que les sondages donnaient pour très incertaine l'issue du scrutin. La sélection n'a pas été, pour l'essentiel, influencée par le traité constitutionnel, mais elle a été faite à la lumière du débat, dans l'idée de donner aux utilisateurs de cette brochure les outils pour approfondir une thématique qui restera d'actualité pendant longtemps. Les titres ont été retenus pour leur représentativité de la pensée en langue française relative à la construction européenne. Mais il ne s'agissait pas de présenter une « pensée française sur l'Europe », même si celle-ci est très présente dans les initiatives prises depuis un demi-siècle pour rapprocher les Européens les uns des autres, à commencer par la déclaration du 9 mai 1950 signée par Robert Schuman et préparée par Jean Monnet. La diversité des auteurs

adpf

association pour la diffusion
de la pensée française

Ministère des Affaires étrangères
Direction générale
de la coopération internationale
et du développement
Direction de la coopération
culturelle et du français
Division de l'écrit et des
médiathèques

ISBN : 2-914935-47-1

© juin 2005 **adpf** ●
6, rue Ferrus, 75014 Paris
ecrire@adpf.asso.fr

Jacques ZILLER

Professeur de droit public et européen à l'Institut universitaire européen de Florence, en détachement de l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il dirige le présent ouvrage.

François LAFARGE

Docteur en droit, professeur associé à l'Università degli Studi di Firenze et chargé de recherche à l'Institut universitaire européen de Florence (Académie de droit européen et Centre Robert-Schuman).

Thierry PEGUET

Diplômé de l'IAE de Lyon, est assistant de recherche au Centre Robert-Schuman de l'IUE de Florence.

Sylvain RIVET

Docteur en sciences politiques, est secrétaire de la Florence School of Regulation à l'Institut universitaire européen de Florence.

Institut universitaire européen (IUE) de Florence

Institut universitaire européen

European University Institute
Europäisches Hochschulinstitut
Istituto Universitario Europeo
Via dei Roccettini 9
I - 50 016 SAN DOMENICO DI FIESOLE
Tél. : +39 055 4685 1
Télécopie: +39 055 4685 298
www.iue.it

L'Institut universitaire européen (IUE) de Florence a été fondé en 1972 par les États membres de la Communauté européenne et fonctionne depuis l'automne 1976. Aux termes de la convention qui l'a établi, l'Institut a été créé pour participer au développement de la vie intellectuelle de l'Europe. Il a pour mission de contribuer, par son action et son rayonnement, au développement du patrimoine culturel et scientifique de l'Europe, considéré dans son unité et sa diversité. Cette mission est remplie par la voie de l'enseignement et de la recherche, au niveau universitaire le plus élevé. Dans le cadre de son programme général d'activités scientifiques, l'Institut développe des programmes de recherches de caractère interdisciplinaire sur les principales questions auxquelles est confrontée la société européenne contemporaine, notamment sur les questions liées à la construction européenne. C'est donc dans une perspective européenne que les chercheurs de l'IUE mènent des recherches fondamentales, comparatives ou génériques dans quatre domaines : Histoire et civilisation, Sciences économiques, Sciences politiques et sociales et Sciences juridiques.

SOMMAIRE

5	INTRODUCTION par Jacques ZILLER
9	L'EUROPE, QU'EST-CE QUE C'EST?
12	HISTOIRES D'EUROPE
15	LE CHEMINEMENT D'UNE IDÉE
22	PÈRES FONDATEURS ET CONTINUATEURS
28	EUROPÉENNES ET EUROPÉENS
31	L'EUROPE DES ÉTATS, DE SIX À VINGT-CINQ...
36	GOUVERNER L'EUROPE
40	L'EUROPE UNIE PAR LE DROIT
44	QUE FAIT L'EUROPE ? DE L'ÉCONOMIE AUX POLITIQUES COMMUNES
50	LE DÉBAT SUR L'EUROPE
55	UNE CONSTITUTION POUR L'EUROPE
59	INDEX
67	POSTFACE par Yves MÉNY

INTRODUCTION

Jacques ZILLER

Le débat engagé dans la perspective de la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe, signé à Rome le 29 octobre 2004 et soumis à référendum le 29 mai 2005, a révélé à quel point l'opinion publique française était intéressée par l'Europe. Les cent titres qui suivent ont été identifiés, sélectionnés et décrits alors même que les sondages donnaient pour très incertaine l'issue du scrutin. La sélection n'a pas été, pour l'essentiel, influencée par le traité constitutionnel, mais elle a été faite à la lumière du débat, dans l'idée de donner aux utilisateurs de cette brochure les outils pour approfondir une thématique qui restera d'actualité pendant longtemps.

Les titres ont été retenus pour leur représentativité de la pensée en langue française relative à la construction européenne. Mais il ne s'agissait pas de présenter une « pensée française sur l'Europe », même si celle-ci est très présente dans les initiatives prises depuis un demi-siècle pour rapprocher les Européens les uns des autres, à commencer par la déclaration du 9 mai 1950 signée par Robert Schuman et préparée par Jean Monnet. La diversité des auteurs est le principe fondamental des choix opérés ici, incluant également des écrivains étrangers s'exprimant en français, d'autres d'abord publiés en différentes langues puis traduits en français. Les textes sont ceux d'universitaires, de journalistes et de praticiens ; ont même été retenus des recueils de textes officiels, car en matière d'Europe ceux-ci ont souvent été les véhicules ou les dépositaires de la pensée européenne en langue française.

Il n'est pas possible, même en 100 titres, de couvrir de façon exhaustive la littérature en langue française consacrée à l'Europe. Elle est trop riche et surtout trop diversifiée, depuis les guides conçus pour les enfants jusqu'aux essais philosophiques, depuis les ouvrages pratiques destinés à ceux qui sont engagés d'une manière ou d'une autre dans l'action de l'Union européenne

— et ils sont nombreux — jusqu’aux contributions à un débat politique parfois passionné. Au risque de donner l’impression de couvrir certains thèmes de façon répétitive et d’en sacrifier d’autres, le choix a été fait ici de privilégier la représentation de formes de publications différentes quant à leurs objectifs, leurs publics et leurs techniques d’écriture.

Il fallait d’abord permettre de répondre à la question : l’Europe, qu’est-ce que c’est ? La réponse varie selon le lecteur et selon la discipline : l’Europe, ce n’est pas seulement un bout du continent eurasiatique, c’est un berceau de civilisations comme de guerres, d’idées comme de réalisations concrètes. C’est pourquoi la dimension historique est essentielle : il n’y a pas une, mais des histoires d’Europe, dont les perspectives changent selon le pays, selon l’époque et selon la conception que l’on se fait de l’Europe. L’Europe, en effet, c’est aussi une idée — multiforme et changeante — dont il faut chercher le cheminement pour comprendre les débats contemporains aussi bien que les préjugés et intuitions du passé.

Si la France a joué un rôle majeur dans les cinquante dernières années, c’est dû sans nul doute à ses pères fondateurs, en particulier Jean Monnet, « l’inspirateur », et Robert Schuman, le politique qui a su trouver l’accord avec Adenauer, De Gasperi et Spaak. Nombreux ont été les continuateurs, et l’on se devait de donner une place particulière à Jacques Delors, dont l’action a été si marquante pour le passage du Marché commun, projet économique, à l’Union européenne, projet politique. Il n’était pas possible de les évoquer tous, et si l’on n’a pas retenu le général de Gaulle, ce n’est pas parce qu’il s’est opposé à la vision de Jean Monnet, mais plutôt parce que l’Europe ne tient pas dans ses écrits — loin s’en faut — le même rôle que la France.

Si l’Europe s’est intégrée, ce n’était pas d’abord pour réaliser une idée, c’était d’abord pour tenter d’apporter paix

et prospérité à ses habitants, Européennes et Européens, qu'ils soient citoyens de l'Union, des pays voisins de l'Union ou immigrants installés sur le sol de ses États. L'Europe ne se comprend pas sans ses États: pour comprendre l'Union européenne, en particulier, il faut d'abord et avant tout en connaître les membres, ces États-nations qui ont peu à peu choisi de s'unir — à six — puis de rejoindre le groupe des fondateurs. Étant composée d'États, de ressortissants d'États, l'Europe ne se gouverne pas comme le font les États-nations: ses institutions, critiquées souvent parce que mal connues, parfois parce que comparées à un idéal rarement atteint, méritaient une attention particulière, de même qu'il est indispensable de passer par le droit pour comprendre l'Europe contemporaine, l'Union européenne à 25 États membres comme le Conseil de l'Europe à 46. Connaître les institutions, comprendre le rôle du droit risquerait d'amener à des conclusions tout à fait erronées si l'on ne prenait pas en compte ce que fait l'Europe, et en particulier ce que l'Union européenne peut faire et doit faire, aussi bien dans le domaine de l'économie que dans le cadre des politiques communes, en constant développement, et surtout comment elle le fait.

Ces neuf chapitres à caractère plutôt encyclopédique, mais dont les ouvrages choisis reflètent bien des points de vue différents, sont conçus comme le socle de connaissances et de clés pour comprendre le débat sur l'Europe, auquel sont consacrés les deux derniers chapitres. Il s'agit d'un débat ancien, répétitif même s'il s'est renouvelé: une sélection assez éclectique devait être faite pour permettre d'avoir différents éclairages sur ce débat permanent, marqué non seulement par les opinions politiques mais aussi par les présupposés disciplinaires des auteurs qui ont voulu écrire leurs idées sur l'Europe et son avenir et dont l'on ne pouvait donner qu'un petit échantillon. De la même manière, l'on ne pouvait donner qu'un échantillon

réduit, marqué de choix quelque peu arbitraires — si l'on exclut ceux qui ont directement participé à la rédaction du texte, comme Valéry Giscard d'Estaing ou Olivier Duhamel —, pour permettre de comprendre ce qui a tant agité l'opinion au printemps 2005 : l'approbation ou le rejet de la Constitution pour l'Europe.

Jacques ZILLER

Antoine BAILLY
et Armand FRÉMONT (sous la dir. de)

L'Europe et ses États, une géographie

[La Documentation française, 2000, 208 p.,
10 €, ISBN: 2-11-004665-1]

- Ce livre, conçu et rédigé par un groupe de dix professeurs d'université européens de diverses nationalités, pourrait être un manuel de géographie même si, sous cette forme, il ne correspond à aucun programme scolaire. L'Europe y est présentée dans sa diversité, celle des quinze États membres de l'Union européenne au moment de sa parution et, plus brièvement, celle des autres États européens — dix sont devenus membres de l'Union entre-temps — et des États proches. Il permet une bonne connaissance de l'Europe, dans toute la richesse et la variété de ses paysages, de son histoire, de son économie, de sa culture et des sociétés qui la composent.

Fernand BRAUDEL (sous la dir. de)

L'Europe

[Arts et métiers graphiques, 1987, 257 p.,
120 €, ISBN: 2-08-012090-5]

- C'est en associant de manière très étroite les images aux textes que ce livre se penche sur la nature de l'Europe et tente de mettre au jour les raisons de son succès en tant que civilisation. Des spécialistes traitent respectivement de la géographie, des origines de l'homme en Europe, du peuplement, de la conquête du territoire, de l'Europe qui conquiert la planète, des Europe hors de l'Europe, des minorités et, enfin, sous forme de synthèse, de la civilisation et de la culture européennes. Selon F. Braudel, ce sont en effet les concepts que désignent les mots de culture et de civilisation qui définissent le mieux l'aventure de cet « appendice de l'Asie ».

Laurent COHEN-TANUGI

L'Europe et l'Amérique au seuil du XXI^e siècle

[Odile Jacob, coll. « Poches Odile Jacob », 2004, 221 p., 7,50 €, ISBN : 2-7381-1365-6]

- Alors qu'il existe, depuis les Lumières, entre l'Europe et l'Amérique, une forte communauté de pensée et de destin, renforcée par l'intervention armée des États-Unis dans les deux dernières guerres mondiales, ce lien historique semble s'être distendu depuis quelques années et les événements tragiques du 11 septembre 2001 ont encore accru cet éloignement. Réfutant les analyses classiquement proposées, l'auteur examine les raisons de ce « divorce » au travers des grandes mutations de ces dernières décennies. Il plaide aussi pour une nouvelle alliance entre une Europe devenue véritable acteur international et des États-Unis pleinement conscients de leur rôle à l'échelle mondiale. Seule capable, selon lui, de préserver leur héritage commun.

Pierre GERBET

La Construction de l'Europe

[Imprimerie nationale, coll. « Notre siècle », 1999, 617 p., 28,97 €, ISBN : 2-74-330104-X]

- Au moment où entre en vigueur la monnaie unique et où se profile l'élargissement aux pays de l'Europe centrale et orientale, en partie réalisée depuis, Pierre Gerbet nous propose une histoire de la construction européenne qui constitue un outil indispensable à la compréhension des enjeux et des perspectives de son achèvement. Partant des origines médiévales, il rappelle les premiers embryons de l'idée d'Europe qui s'ébauchent dans l'entre-deux-guerres et décrit l'incroyable chemin parcouru jusqu'à Amsterdam, fait de timides petits pas mais aussi d'avancées historiques. À la lecture de ce livre, on comprend mieux pourquoi cet édifice « baroque », construit d'agrégats successifs et de compromis pragmatiques, sans réelle vision commune, a conduit à un manque de lisibilité de l'Union et pourquoi il devient urgent de le réformer. L'Europe s'est principalement construite autour de l'économie. Il est désormais essentiel, pour faire contrepois à cette union économique et monétaire, que naisse une Europe politique, que l'auteur appelle de ses vœux.

Christine OCKRENT

**L'Europe racontée à mon fils.
De Jules César à l'euro**

[Robert Laffont, 1999, 166 p., 10,37 €, ISBN: 2-221-08963-4]

- La journaliste s'invente un interlocuteur enfant pour proposer au grand public un condensé peu académique d'histoire de l'Europe. Les grands hommes s'y succèdent à vive allure et aux derniers, les pères fondateurs de l'Europe, on doit reconnaissance pour la paix et la démocratie que l'Union européenne (UE) a introduites peu à peu sur l'ensemble du continent. L'UE est désormais une réalité incontournable que seuls des grognons (fascistes, communistes ou anti-européens respectables) peuvent remettre en cause et, si le grand public n'apprécie pas l'UE, c'est parce qu'elle communique mal.

Gérard SOULIER

**L'Europe. Histoire, civilisation,
institutions**

[Armand Colin, coll. « U », 1994, 461 p., 30 €, ISBN: 2-200-21495-2]

- Cet ouvrage confronte l'Europe dans sa complexité spatiale et temporelle depuis l'Antiquité, et la construction européenne qui s'est développée dans la seconde moitié du XX^e siècle. L'auteur fait appel à plusieurs disciplines universitaires indispensables pour comprendre ce qu'est cette Europe : l'histoire générale et des disciplines historiques spécialisées, comme celle des relations internationales, le droit, l'économie, la sociologie ou la science politique. Toutes ces dimensions apparaissent tour à tour dans les quatre chapitres : « L'espace : l'accumulation des antagonismes », « La civilisation : l'invention de l'Occident », « Généalogie du projet d'Europe unie », « La construction de l'Europe ».

Marie-Thérèse BITSCH

Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours

[Complexe, coll. « Questions à l'histoire », 2004, 360 p., 24,90 €, ISBN: 2-8048-0021-0]

- L'ouvrage en est à sa quatrième édition. Il constitue l'une des meilleures synthèses sur la construction européenne. L'auteur a adopté une perspective large qui englobe l'étude du Conseil de l'Europe (au moins sa création). L'introduction retrace rapidement l'histoire de la pensée européenne avant les premières réalisations d'après 1945. Suivent trois parties qui portent respectivement sur les expériences à géométrie variable de 1947 à 1954, l'évolution de la communauté à six (1955-1972) et l'élargissement et l'approfondissement (de 1973 à nos jours). L'ouvrage est accompagné d'une riche bibliographie, d'une liste d'abréviations, d'une chronologie et d'un double index (thématique et des personnes).

Guillaume COURTY
et Françoise DEVIN

La Construction européenne

[La Découverte, coll. « Repères », 2005, 128 p., 7,55 €, ISBN: 2-7071-4503-3]

- Rédigé par deux universitaires spécialistes de sciences politiques et publié une première fois en 1996 sous le titre « L'Europe politique », le livre est conçu comme un outil pédagogique qui rend accessibles les débats actuels et l'état de la recherche sur les dynamiques et les soubresauts de la construction européenne, mis à jour après la signature du traité constitutionnel de 2004. Il montre que la construction européenne est le produit d'un processus largement non planifié, auquel concourent trois logiques: les stratégies des États, la dynamique propre des institutions et l'organisation des intérêts. Leur interaction donne à la construction européenne son caractère de processus politique inachevé.

Jean-Michel GAILLARD

**Les Grands Jours de l'Europe,
1950-2004**

[Perrin, coll. «Tempus», 2004, 140 p., 7 €, ISBN : 2-2620-2169-4]

- Vingt-cinq articles synthétiques, qui avaient été publiés dans le mensuel *L'Histoire*, retracent le long et difficile chemin des Européens vers leur unité. Les grandes réalisations européennes font l'objet de synthèses où leurs contextes, leurs enjeux et leurs conséquences sont toujours présentés de manière très accessible. Par sa clarté et son caractère pratique, le livre s'adresse aux lycéens comme aux adultes.

Pierre GERBET, Françoise de LA SERRE
et Gérard NAFILYAN

L'Union politique de l'Europe.

Jalons et textes

[La Documentation française, coll. «Retour aux textes», 1998, 498 p., 33,54 €, ISBN : 2-11-003667-2]

- Du discours d'Aristide Briand devant l'assemblée de la Société des nations en 1929 jusqu'aux textes qui ont suivi le traité d'Amsterdam, les textes officiels et déclarations publiques rassemblées dans ce livre permettent de comprendre les grandes avancées vers l'Union européenne, qui ont raffermi le cadre institutionnel, ainsi que les obstacles récurrents auxquels se heurte la création d'une véritable entité politique, appuyée notamment sur une politique étrangère et de défense commune. Une chronologie précède chaque partie de l'ouvrage. Elle situe les documents sur l'Union politique dans le contexte global de la construction européenne. L'ouvrage est destiné à la fois aux chercheurs, qui ont ainsi sous la main des textes parfois difficiles à trouver, et aux lecteurs soucieux de se faire une opinion directement, sans passer par le filtre de la synthèse propre aux auteurs des ouvrages consacrés à la construction européenne.

Bino OLIVI

L'Europe difficile. Histoire politique de l'intégration européenne

[Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2001, 908 p., 13,50 €, ISBN : 2-0704-1975-4]

• Traduit de l'italien par K. Cavanna et A. Giacone, cet ouvrage, écrit par un ancien porte-parole de la Commission européenne, s'est imposé comme une des histoires les plus complètes de l'intégration européenne du point de vue politique. Il privilégie l'étude des rapports avec les pays membres, l'évolution des institutions, l'élargissement ainsi que les plus grandes réalisations comme la politique agricole commune, le marché unique, l'union monétaire et l'euro, sans jamais se départir d'une approche très réaliste, sans négliger non plus l'analyse des échecs et des limites. Il comporte des annexes particulièrement utiles, comme une chronologie très détaillée, ainsi que la composition de toutes les commissions qui se sont succédé depuis la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951.

Hagen SCHULZE

État et nation dans l'histoire de l'Europe

[Préface de Jacques Le Goff, Le Seuil, coll. « Faire l'Europe », 1996, 24,50 €, ISBN : 2-02-021360-5]

• Traduit de l'allemand par D.-A. Canal, cet ouvrage, publié simultanément en cinq langues européennes, offre une synthèse éclairante de l'histoire de la construction en Europe, à partir du XVIII^e siècle (mais les rappels utiles aux époques antérieures sont nombreux), d'une part des États européens et d'autre part de l'idée de nation. Les développements relatifs aux trois transformations successives qu'a connues l'État-nation européen : l'État national révolutionnaire (1815-1871), l'État national impérial (1871-1914) et l'État national total (1914-1945) sont brillants. L'auteur pose en conclusion la question de la place de ces États-nations dans la construction européenne. Il estime que ces États resteront présents et qu'il faudra inévitablement compter avec eux, mais que, vraisemblablement, ils se transformeront en fonction de la nouvelle réalité supra nationale.

Eugen WEBER

Une histoire de l'Europe

[Fayard, 1986, 2 vol., 514 p. et 868 p.,
25 € et 30,25 €, ISBN : 2-253-90440-6
et 2-253-90444-4]

• Traduit de l'anglais par D. Guibert et P. Delamare, l'ouvrage est un classique qui se propose, selon l'auteur, de « raconter l'histoire de l'Europe au cours des six derniers siècles et d'accorder la réalité propre de ces périodes avec ce qu'elles signifient aujourd'hui ». L'ossature de l'ouvrage est organisée en fonction d'un découpage chronologique qui suit les grands événements européens. La substance, extrêmement riche, se fonde sur une grande diversité d'approches (la démographie, l'histoire de l'art, l'économie, les sciences, les croyances sont mises à contribution). L'auteur a toujours été au-delà de l'étude d'élites restreintes et a voulu reconstituer la « trame du quotidien » des Européens. Le panorama de ce qui, au-delà de mille diversités, faisait l'unité d'une civilisation s'arrête malheureusement en 1971.

Rémi BRAGUE

Europe, la voie romaine

[Gallimard, coll. « Folio Essais », 1999,
255 p., 6,80 €, ISBN : 2-07-040877-9]

• Au-delà de sa double origine, grecque quant à sa culture et judéo-chrétienne quant à sa religion, l'Europe est avant tout « romaine ». Dans cet essai, le philosophe Rémi Brague pose la question de son identité sous l'angle original de cette « voie romaine » de l'Europe. À travers son histoire faite de renaissances successives, cette latinité a réalisé une synthèse constitutive d'identité en s'appropriant l'antérieur et l'étranger. Ce cheminement, par lequel l'Europe s'est construite hors d'elle, demeure une de ses caractéristiques fondamentales et il est essentiel de le comprendre pour que celle-ci reste fidèle à elle-même.

André et Danielle CABANIS
**L'Europe de Victor Hugo.
Le prophète des États-Unis
d'Europe**

[Privat, coll. « Imaginaire de l'Europe »,
2002, 126 p., 12 €, ISBN : 2-7089-6935-8]

- Les auteurs proposent un recueil commenté et analysé des textes « européens » de Victor Hugo. Le talent du grand poète inspire quelques « formules chocs », prophétiques au regard de l'Histoire, qui annoncent les États-Unis d'Europe comme un havre de paix fondé sur la réconciliation franco-allemande. La pertinence et la récurrence de ces formules augmentent avec les années, la pensée d'Hugo a évolué notamment à cause du Second Empire et de la défaite de 1870. La France n'est pas forcément un exemple pour les autres peuples d'Europe, le génie de chacun est reconnu, la paix est l'objectif ultime car elle seule peut garantir la prospérité et le progrès.

Lucien DALOZ
**Chrétiens dans une Europe
en construction**

[Préface de Jacques Delors, L'Harmattan,
coll. « Religion et Spiritualité », 2004,
77 p., 11 €, ISBN : 2-7475-7143-2]

- Comme l'Europe du mythe, la chrétienté est venue depuis l'Orient, mais elle a eu une influence bien réelle sur le continent. Monseigneur Daloz pose toutefois le problème non des racines chrétiennes, mais du rôle et de la responsabilité des chrétiens dans une Union européenne en construction, dans un projet qui place la paix au cœur de ses préoccupations. Selon lui, il manque un souffle spirituel à cet élan économique et la chrétienté possède des valeurs du bien commun qui pourraient permettre de minorer les tensions créées par l'individualisme ou la recherche de l'intérêt économique et financier.

Jean-Michel DUCOMTE
**Europe, le cheminement
d'une idée**

[Milan, coll. « Les essentiels », 2004, 63 p.,
5 €, ISBN : 2-7459-1385-9]

- L'ouvrage est destiné à un public jeune.

La présentation des grands moments historiques européens est claire et accessible. Après les nécessaires descriptions des institutions, de leurs compétences et de leur fonctionnement, l'auteur invite à une série de réflexions sur l'élargissement de l'Europe, sur son sens et sur son identité. Il s'attache particulièrement à se démarquer de la représentation de l'Europe en tant que simple espace économique à laquelle elle est trop souvent réduite.

Alain DUHAMEL,
Alain HOUZIAUX, Hervé LE BRAS
et Philippe MOREAU DEFARGES
L'Europe jusqu'où ?

[Éditions de l'Atelier,
coll. « Questions de vie », 2005, 119 p.,
10 €, ISBN : 2-7082-3790-X]

- Après cinquante ans de paix liés à une union économique croissante, jusqu'où peut-on étendre l'Europe? Telle est la question sur laquelle débattent les auteurs de cet ouvrage, mettant en perspective le futur de l'Union européenne (UE) par rapport à l'Histoire, aux États-Unis et à sa place dans un monde en devenir. Le théologien utilise la métaphore d'Israël pour indiquer la voie : il faut un projet commun, fort et solidaire. Le démographe note comment les frontières de l'UE à l'est recourent la ligne du Schisme de 1054 et porte un regard sur les mœurs et les stratégies démographiques : l'UE doit s'étendre pour perdurer. Le politologue note comment il existe une communauté des valeurs et une recherche d'une identité commune : il faut désormais créer une entité politique capable de rayonner vers ses voisins sans pour autant les englober. Le journaliste appelle de ses vœux une Europe politique.

Jean-Baptiste DUROSELLE
L'Idée d'Europe dans l'Histoire

[Denoël, 1965, 341 p.]

- Ce classique d'un grand historien des relations internationales traite avec éloquence de l'idée d'Europe dans l'Histoire. La genèse de l'idée d'Europe n'offre pas de solution de continuité claire, sauf à vouloir créer *a priori* des filiations. Dans l'Antiquité, le mot Europe s'applique à des territoires toujours plus amples, mais sans annexion ni conquête. L'Histoire, les guerres et les religions en fixeront peu à peu les limites géographiques, mais avant le XIV^e siècle le mot ne sera pratiquement jamais utilisé par les cartographes. Au XVII^e siècle, l'Europe prend le pas sur la chrétienté pour désigner un ensemble culturel de plus en plus défini, mais divisé par les guerres. En réaction aux idées universalistes de la Révolution française et à la vision hégémonique de Napoléon, naissent deux autres visions de l'Europe, celle des souverains et celle des nations. La catastrophe des deux guerres mondiales obligera quelques esprits européens éclairés à penser l'idée d'union telle que nous la connaissons aujourd'hui, sur les cendres de l'Europe esclave hitlérienne et en réaction à la disparition de la vieille Europe.

Jean-Pierre FAYE

**L'Europe une :
les philosophes et l'Europe**

[Gallimard, coll. «Arcades», 1992, 289 p.,
11,43 €, ISBN: 2-07-072826-9]

- Cet ouvrage original présente un recueil de réflexions sur l'Europe. Le *Tractatus* pour l'Europe du roi de Bohême Podiebrad (1464), un texte inédit de Nietzsche, *De la réorganisation de la société européenne* de Saint-Simon ou encore le *Projet de paix perpétuelle* de Rousseau constituent un ensemble de textes divers qui balise le cheminement de la pensée sur l'idée d'Europe. Ces écrits apportent un éclairage inhabituel aux débats actuels sur les enjeux et les défis de la construction européenne.

Jean-Marc FERRY

La Question de l'État européen

[Gallimard, coll. « NRF Essais », 2000, 322 p., 25 €, ISBN : 2-07-073066-2]

- Décryptant la pensée de Kant, Habermas ou de Rawls, l'auteur nous invite à réfléchir aux contours d'un possible nouvel État européen. Face au décalage grandissant entre communauté légale et communauté morale, il devient essentiel, selon lui, que la construction juridique ne se limite plus seulement à encadrer un marché et que s'en dégage la « substance éthique d'un État post-national ». Un nouvel espace politique qui se devra aussi de clarifier les rapports entre souveraineté et démocratie et de mieux définir les transferts de compétences ou encore d'instaurer une Charte européenne de l'audiovisuel. Sur le plan social, Ferry se fait l'avocat d'un droit fondamental à un « revenu de citoyenneté » seul capable d'assurer à tous un libre usage de celle-ci. Tels sont les défis que doit relever cette nouvelle union politique européenne : réinventer une forme inédite de communauté morale, éthique, sociale.

Pascal FONTAINE

Une idée neuve pour l'Europe. La déclaration Schuman – 1950-2000

[Office des publications officielles des Communautés européennes, 2000, 43 p., gratuit, ISBN : 92-828-8464-3]

- Aux origines de la construction européenne, la déclaration du 9 mai 1950 signée par Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, apparaît toujours d'actualité : il invitait l'Allemagne à se joindre à la France pour édifier ce qui allait devenir la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), racine de la construction communautaire et de l'Union européenne. C'est cette racine qui, il y a cinquante ans, fonde la paix entre les protagonistes de deux guerres mondiales, c'est elle qui ouvre la voie aux Communautés européennes. L'auteur fut le dernier assistant de Jean Monnet, avec qui il travailla de 1973 à 1977. L'ouvrage présente le plan Schuman dans son contexte historique, les idées de Jean Monnet et l'élaboration du traité CECA, qui contenait les principes novateurs de la « méthode communautaire » et qui allait être le premier des grands chantiers de l'intégration européenne.

Françoise GANGE

Le Mythe d'Europe dans la grande histoire : du mythe au continent

[Renaissance du livre, coll. « Les chemins de la connaissance », 2004, 215 p., 19,50 €, ISBN : 2-8046-0877-8]

- La philosophe Françoise Gange propose une étude du mythe de l'enlèvement et du viol d'Europe par Zeus. Elle en analyse la symbolique et explore la nature de la correspondance entre le mythe d'Europe et le continent qui porte son nom. Selon l'auteur, les origines de ce mythe sont bien antérieures à la Grèce antique. Il symbolise le passage d'une culture ancestrale dans laquelle le féminin était sacralisé et divin à celle organisée autour de la figure masculine du dieu père, représentée ici par Zeus. La naissance de cet ordre patriarcal, qui conduit à une apologie de la force et de la virilité ainsi qu'à la rupture de l'ancienne alliance entre le masculin et le féminin, se traduit aussi par une volonté de domination et de conquête. L'histoire de l'Europe semble refléter ces valeurs viriles, et l'auteur espère en conclusion que le continent Europe, qu'elle définit comme la « terre du féminin vaincu », « retrouve le souvenir de celle qui lui a donné son nom ».

Élisabeth du RÉAU

L'Idée d'Europe au xx^e siècle. Des mythes aux réalités

[Éditions Complexe, coll. « Questions au xx^e siècle » 1996, 371 p., 21,20 €, ISBN : 2-87027-607-9]

- L'Europe n'est pas une idée neuve et, depuis l'Antiquité, elle est liée à celle d'Occident, d'abord grec, puis chrétien et enfin illuministe, toujours conçu en relation avec les idées de guerre et de paix. Les nationalismes et les totalitarismes des deux derniers siècles ont tout d'abord annulé puis rendu nécessaire l'idée d'Europe : la paix passait par l'union, notamment dans les deux après-guerre du vingtième siècle et, aujourd'hui, par la gestion commune des défis économiques. Les pères fondateurs de l'Europe contemporaine ont connu la guerre sur le sol européen et avaient des préoccupations convergentes : paix et reconstruction économique. La fin du bloc communiste pose un nouveau défi à l'Union européenne (UE) : a-t-elle pour vocation de rassembler tous les États du continent et, si oui, selon quelles modalités démocratiques ? L'UE peut-elle s'élargir sans s'enliser ? Comment peut-elle sortir de l'impasse technocratique ? Toutes questions auxquelles l'Histoire n'apporte pas de réponse, nous dit l'auteur.

Jeremy RIFKIN

Le Rêve européen

[Fayard, 2005, 564 p., 25 €, ISBN: 2-2136-2270-1]

- L'auteur est un économiste américain connu pour ses prises de position hétérodoxes. Selon lui, l'Europe est devenue le lieu d'une expérience inédite pour repenser le futur de l'humanité. Et le modèle de futur qu'elle propose éclipserait le modèle proposé par les États-Unis. D'un côté, la tradition américaine, fondée sur le patriotisme, attachée à la réussite individuelle, à la croissance quel qu'en soit le prix, aux valeurs réputées suprêmes du travail et de la religion. De l'autre, une formation culturelle qui apprend à faire toute sa place à la collectivité, à la responsabilité de l'État à l'égard des plus vulnérables, à la qualité de la vie, au développement durable, même si les réalités concrètes sont loin d'être toujours proportionnelles à ces prémices théoriques. Traduit de l'anglais par O. Demange, cet ouvrage est l'un des très rares, à l'heure actuelle, à analyser l'Europe d'ailleurs, précisément des États-Unis. Cela lui confère une grande et constante originalité.

Denis de ROUGEMONT

Vingt-huit siècles d'Europe. La conscience européenne à travers les siècles

[Payot, 1961, 427 p., rééd. Bartillat, 1990, 22,87 €, ISBN: 2-90-556332-X]

- Cet ouvrage est une anthologie abondamment commentée qui a pour but l'étude des prises de conscience successives de l'unité de la culture européenne. Selon l'auteur, l'Europe unie n'est pas un expédient moderne, économique ou politique, mais c'est un idéal qu'approuvent depuis mille ans tous ses meilleurs esprits, ceux qui ont vu loin. Homère aurait d'ailleurs qualifié Zeus d'*europos*, signifiant précisément « qui voit très loin ». Les phases suivantes sont distinguées: les origines, d'Hésiode à Charlemagne, les prises de conscience européennes (du XVI^e au XVIII^e siècle), l'ère des philosophes (de Leibniz à Condorcet), l'ère de la révolution (de Kant à Hegel — 1789-1848), l'ère des nations (de Mazzini à Sorel — 1948-1914) et l'Europe en question de Spengler à Ortega. La dernière partie, intitulée « De l'unité de culture à l'union politique », analyse les premières étapes concrètes de l'intégration européenne. Un classique.

Dominique WOLTON

La Dernière Utopie. Naissance de l'Europe démocratique

[Flammarion, 1993, 454 p., 37 €, ISBN: 2-08-066514-6]

- Dès le traité de Maastricht, la question de l'Europe démocratique se pose. L'auteur ne prétend pas la résoudre à chaud, mais dessine les bases d'une réflexion future. Selon lui, une rupture cognitive est nécessaire par rapport à la réalité historique précédente, l'État-nation ; mais aussi par rapport à la logique de l'union économique, car la participation démocratique ne se décrète pas. Il faut donc sortir de l'Europe technocratique si l'on veut créer l'Europe démocratique. Pour intégrer les citoyens dans l'espace public européen encore à inventer, il convient d'en finir avec la communication institutionnelle et, pour ce faire, il est nécessaire de changer la façon de communiquer sur l'Europe, de réfléchir aux symboles et à leurs usages. Avec le débat sur Maastricht en France, on a entrevu l'un des futurs possibles : celui de la formation d'une opinion publique (européenne, cette fois-ci), qui ne fasse plus de l'Union européenne le bouc émissaire de toutes les peurs, la responsable de toutes les inégalités.

PÈRES FONDATEURS ET CONTINUATEURS

Édouard BONNEFOUS

La Construction de l'Europe par l'un de ses initiateurs

[Préface de Henri Amouroux, propos recueillis par P. Binczak, PUF, 2002, 208 p., 15 €, ISBN: 2-13-052467-2]

- Édouard Bonnefous est l'un des derniers témoins vivants des premiers pas de la construction européenne, dans laquelle il a joué un rôle de premier plan. Il a tout d'abord été un acteur direct de la création des premières organisations européennes (Conseil de l'Europe et CECA) à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Exerçant par la suite une très longue carrière politique en France, il a constamment œuvré en faveur d'une union européenne toujours plus étroite. Son action, aussi discrète qu'influente, a sensibilisé de larges parties de la classe politique française en faveur des différentes étapes de la construction européenne. Le livre est vivant grâce à sa forme dialoguée mais toujours précise, riche et profond. Le regard rétrospectif d'E. Bonnefous sur le chemin parcouru en une cinquantaine d'années apporte un recul bienvenu.

Gérard BOSSUAT

Les Fondateurs de l'Europe unie

[Belin, coll. « Sup. Histoire », 2001, 320 p., 19,70 €, ISBN : 2-7011-2962-1]

- De manière originale, G. Bossuat prend comme date de départ de son histoire européenne les années immédiatement postérieures à la Première Guerre mondiale. Cette période voit en effet l'apparition des premiers projets concrets de construction européenne, portés par une nouvelle classe d'hommes politiques. L'autre originalité de l'ouvrage est de présenter la réalisation et le fonctionnement d'autres Europe comme l'Europe nazie (contre-modèle absolu d'intégration politique, économique et raciale). L'ouvrage se poursuit de manière classique en scandant les principales étapes de la construction européenne qui se sont succédé à partir de la fin des années 1940. Il est accompagné de nombreux encadrés, cartes et tableaux ainsi que de courtes biographies d'hommes politiques européens, sans oublier ceux qui, sans être de premier plan comme Adenauer, Schuman ou Spaak, n'en ont pas moins eu une importance concrète cruciale.

Jacques DELORS

Mémoires

[Plon, 2003, 500 p., 25 €, ISBN : 2-2591-9292-0]

- Écrit en collaboration avec Jean-Louis Arnaud, ce livre dévoile un parcours intellectuel, syndical et politique peu commun, dont l'originalité n'est pas étrangère à la popularité de l'auteur auprès de l'opinion française. Cadre à la Banque de France, militant syndicaliste, on le retrouve dans les coulisses de l'action gouvernementale, au Commissariat général au Plan, puis à Matignon comme conseiller de Jacques Chaban-Delmas et artisan de ce qu'on a appelé la Nouvelle Société. Par la suite universitaire, député européen, ministre des Finances de François Mitterrand, il devient président de la Commission européenne en 1985 et le reste pendant dix ans. C'est sans doute dans l'exercice décennal de cette fonction qu'il déploiera toutes ses qualités d'homme d'État et qu'il passera à la postérité non seulement pour avoir relancé une Europe sclérosée (l'établissement du marché unique, l'élargissement de 1995, le lancement de l'union économique et monétaire comptent parmi ses principales réalisations), mais aussi pour avoir cherché, par une méthode d'action fondée sur le dialogue, à réconcilier liberté individuelle et action publique.

Jacques DELORS

Le Nouveau Concert européen

[Odile Jacob, 1992, 348 p., 19,82 €, ISBN: 2-7381-0158-5]

- Jacques Delors propose dans ce recueil quelques-uns de ses principaux discours depuis sa nomination à la tête de la Commission européenne en janvier 1985. Publié en 1992, ce livre sort en librairie au moment même où la construction européenne connaît un de ses tournants les plus historiques. En effet, à la suite des accords de Maastricht, l'Europe propose de se transformer en une Union économique et monétaire et jette les bases encore timides d'une union politique. C'est, dit l'auteur, pour contribuer à la réflexion et au débat sur l'avenir de l'Europe qu'il s'est résolu à publier ses interventions. Ce livre constitue aussi un remarquable témoignage de la pensée d'un des principaux artisans du renouveau européen.

Helen DRAKE

**Jacques Delors en Europe :
histoire et sociologie
d'un leadership improbable**

[Presses universitaires de Strasbourg, coll. « Sociologie politique européenne », 2002, 253 p., 16 €, ISBN: 2-86820-203-9]

- Président de la Commission européenne de 1985 à 1995, Jacques Delors a exercé à sa manière un *leadership* européen sans précédent. Traduit de l'anglais par T. Liébault, l'ouvrage examine la combinaison de facteurs personnels, sociologiques et politiques qui ont permis à cette personnalité de se forger une image de leader dépassant les limites de sa seule autorité formelle. Il évalue d'une part les réalisations concrètes, dont la plus grande sera sans doute la relance de la construction européenne avec la création du marché unique européen, et, d'autre part, ce que le leadership acquis par la Commission doit à son action.

Bernard LEFORT

Une Europe inédite. Documents des archives Jean-Monnet

[Presses universitaires du Septentrion, 2001, 474 p., 29 €, ISBN : 2-85939-709-4]

- La fondation Jean-Monnet, à Lausanne, possède de nombreuses archives permettant de suivre le cheminement de l'idée européenne, y compris avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Les textes choisis montrent que la construction de l'Europe moderne ne fut pas le résultat d'un projet technocratique, mais qu'elle est le résultat de tâtonnements, d'hésitations, de conflits — souvent oubliés — et d'un réel élan. Les textes sont regroupés par chapitres découpant les périodes les plus importantes de la construction européenne, précédés d'introductions rappelant les principaux événements européens de type institutionnel et les replaçant dans un contexte mondial.

Jean MONNET

Mémoires

[Fayard, 642 p., 1988, 30 €, ISBN : 2-213-02278-X]

- Loin d'être le technocrate apatride critiqué par ses adversaires, au premier plan desquels figure le général de Gaulle, Jean Monnet était un homme d'action parfaitement au courant des réalités de son temps. De ses premiers voyages pour vendre à l'étranger le cognac de la maison familiale, au début du XX^e siècle, jusqu'à la résolution du Conseil européen de 1976 saluant son départ à la retraite, les mémoires retracent les événements, les actes et les états d'âme du père de l'Europe communautaire. Le livre s'ouvre sur le projet d'union franco-britannique du 16 juin 1940 et revient sur l'action interalliée pendant la guerre de 1914-1918, la naissance de la Société des Nations, la guerre de 1940, la mise en route aux États-Unis de « l'arsenal des démocraties », la création à Alger du Comité de libération nationale, la reconstruction de la France après-guerre et l'édification de l'Europe unie, auxquels Jean Monnet avait apporté une participation active et déterminante.

Pierre PFLIMLIN

**Mémoires d'un Européen
de la IV^e à la V^e République**

[Librairie Arthème Fayard, 1991, 391 p.,
ISBN: 2-213-02809-5]

- Les mémoires de Pierre Pflimlin, Alsacien, maire de Strasbourg, ministre sous les IV^e et V^e Républiques, sont un instrument essentiel pour comprendre les différentes visions françaises de l'Europe: celle des « pères fondateurs » Jean Monnet et Robert Schuman, qu'il partage avec passion, d'inspiration fédéraliste, et celle de l'« Europe des patries » du général de Gaulle, qui repose sur la prééminence de l'État-nation. Après avoir dû faire face à la crise du 13 mai 1958 comme président du Conseil, Pierre Pflimlin est ministre d'État dans le gouvernement du général de Gaulle de juin 1958 et contribue de manière déterminante à inscrire dans la Constitution le caractère parlementaire des institutions. Mais en 1962, avec les autres ministres chrétiens-démocrates, il quitte le gouvernement à la suite d'une confrontation dramatique avec de Gaulle, qui vient de s'opposer à l'ouverture des négociations d'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne.

Henri RIEBEN, Claire CAMPERIO-TIXIER
et Françoise NICOD

À l'écoute de Jean Monnet

[Préface de Henri Rieben, Fondation
Jean-Monnet pour l'Europe et Centre
de recherches européennes, Lausanne, 2004,
462 p., 64,70 €, ISBN: 2-9700266-2-7]

- Publié pour le 25^e anniversaire de la mort de Jean Monnet, cet ouvrage exploite des sources jusqu'alors inédites relatives à la figure et à l'action de J. Monnet. Il offre un éclairage direct et nouveau sur la vie, les accomplissements et la méthode de Jean Monnet au travers de l'évocation du milieu familial, de la Première Guerre mondiale, de l'entre-deux-guerres, de la Seconde Guerre mondiale, de la construction de la paix par la réconciliation et l'union des Européens, des relations avec les États-Unis, de l'adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés.

Robert SCHUMAN

Pour l'Europe. Écrits politiques

[Éditions Nagel et Briquet SA, 3^e édition, 2000, 153 p.]

- Précédé d'une préface de Jacques Delors, ce recueil de textes publié à l'origine en 1963 contient une série de textes révélateurs de la capacité de ce « père de l'Europe » à analyser les problèmes et à se projeter dans l'avenir. Outre la Déclaration du 9 mai 1950, on y trouve bien des textes qui sont encore d'actualité, notamment : « Le morcellement de l'Europe est devenu un anachronisme » ; « L'Europe, avant d'être une alliance militaire ou une entité économique, doit être une communauté culturelle dans le sens le plus élevé de ce terme » ; « Sans l'Allemagne, tout comme sans la France, il serait impossible d'édifier l'Europe » ; « L'Angleterre n'acceptera de s'intégrer à l'Europe que sous la contrainte des événements » ; « L'intégration économique ne se conçoit pas, à la longue, sans intégration politique » ; « Servir l'humanité est un devoir à l'égal de celui que nous dicte notre fidélité à la nation ».

Paul H. SMETS

Il faut faire l'Europe : trente ans de la vie et des combats de Paul-Henri Spaak

[Fondation Spaak, Bruxelles, 1992, 119 p.]

- L'homme d'État belge P.-H. Spaak a mené plusieurs grands combats politiques internationaux : la création de l'Union Benelux, l'atlantisme (il fut secrétaire général de l'Otan dans les années 1950) et la construction européenne. C'est autour de trois dates que l'auteur, ancien président de la Fondation Spaak, retrace l'action déterminante de ce père fondateur de l'Europe, encore trop mal connue. En août 1946, P.-H. Spaak fut élu président de la première session de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe. De 1952 à 1953, il présida l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Enfin en 1955, il présida le comité intergouvernemental chargé d'un rapport sur la création d'un marché commun en Europe. Le « rapport Spaak » qui en résulta fut à l'origine des traités de Rome.

EUROPÉENNES ET EUROPÉENS

Agnès HUBERT

L'Europe et les femmes. Identités en mouvement

[Apogée, coll. « Politique européenne », 1998, 183 p., 18,29 €, ISBN: 2-84398-019-4]

- Selon l'auteur, on peut relier la crise de légitimité de l'Union européenne (UE) à la défiance qu'éprouvent les femmes à son égard et à l'inégalité hommes/femmes. Le « non » des Danoises au traité de Maastricht est le symbole d'une UE perçue comme une menace et non un progrès au niveau social. Cette tension entre la sphère de la production (le grand marché libéral européen) et la sphère de l'humain (l'État-providence) dont les femmes sont les acteurs sociaux et politiques au niveau national doit être résolue si l'Europe veut aller de l'avant. L'article 119 du traité de Rome, en 1957, proclamait l'égalité hommes/femmes dans le monde du travail, il faut désormais la réaliser. Après le primat donné au marché unique, l'UE doit s'ouvrir aux femmes et se démocratiser tout à la fois si elle veut perdre son image de « projet d'hommes en costumes gris », selon un bon mot norvégien.

Paul MAGNETTE

La Citoyenneté européenne

[Éditions de l'université de Bruxelles, coll. « Études européennes », 1999, 249 p., 21,90 €, ISBN: 2-8004-1222-4]

- Instrument, depuis les Grecs, de l'établissement de liens politiques et juridiques privilégiés entre les peuples d'États souverains, la citoyenneté constitue un des fondements de l'expression de leur solidarité. Il en va de celle de l'Union comme de ses précédents historiques. « À travers elle, c'est la nature même de l'Union européenne [...] que l'on peut approcher. » Analysant la genèse de l'institution de ses origines à Maastricht, l'auteur met en évidence les tendances qui, progressivement et implicitement, ont dessiné les contours d'une future citoyenneté européenne. Dans un deuxième temps, il montre comment cette notion s'est transformée en un débat politique opposant partisans de plus d'intégration et tenants de la souveraineté nationale. Il analyse comment ces divergences, qui ont conduit à des compromis, en ont limité la portée. À la lecture de ce livre, il devient clair que la citoyenneté européenne, au centre de la construction d'un nouveau projet politique, n'en demeure pas moins l'expression des espérances et des appréhensions de ses protagonistes.

Henri MENDRAS

**L'Europe des Européens :
sociologie de l'Europe occidentale**

[Gallimard, coll. « Folio actuel », 1997,
417 p., 8,90 €, ISBN : 2-0707-4641-0]

- Selon le sociologue Henri Mendras, il existe un « modèle de civilisation européenne » qui repose sur quatre piliers : l'individualisme (aux sources à la fois chrétiennes et romaines), les enracinements nationaux, le capitalisme urbain et la règle de la majorité. Ce modèle peut expliquer les grandes structures et les grandes institutions de l'Europe actuelle, mais aussi, si on l'observe de plus près, des différences nettes, qui tiennent aux évolutions historiques distinctes, apparaissent. La question se pose de savoir si l'on assiste aujourd'hui, à travers la construction européenne notamment, à une homogénéisation des modes de vie en Europe ou, au contraire, à une diversification des consommations, des pratiques sociales et culturelles, des valeurs. De nombreux indicateurs, économiques mais aussi de valeurs politiques, montrent une réelle convergence. Toutefois, les différenciations sociales et culturelles selon les pays, mais aussi, de plus en plus, selon les régions, semblent s'accroître. Le processus global d'unification n'exclut donc pas le développement des particularismes locaux.

Dominique REYNIÉ

**La Fracture occidentale. Naissance
d'une opinion européenne**

[La Table ronde, 2004, 203 p., 15 €, ISBN : 2-7103-2690-6]

- Cet essai montre la nature et l'amplitude de la fracture entre l'Europe et les États-Unis. Il explique que l'opinion européenne se distingue de celle de l'Amérique, sur la guerre et la paix mais aussi sur les mœurs et la morale. L'auteur s'appuie sur deux indicateurs antithétiques de l'opinion publique (qu'il ne définit d'ailleurs pas) : les manifestations et les sondages d'opinion. Au début 2003, plus de vingt millions d'Européens ont manifesté contre la guerre en Irak, et ce indépendamment des positions adoptées par leurs gouvernements. Pour l'auteur, cela constitue l'acte de naissance d'une opinion européenne. Les sondages d'opinion (dont les fameux « Eurobaromètres ») lui permettent ensuite de mesurer sur quoi porte cette fracture entre Européens et le reste de l'Occident (comprendre les États-Unis). Les pourcentages dans les réponses sont symétriquement opposés de part et d'autre de l'Atlantique, les uns récusant la guerre à quatre-vingts pour cent, les autres la légitimant majoritairement.

Dominique SCHNAPPER
et Henri MENDRAS (sous la dir. de)

Six manières d'être européen

[Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1990, 293 p., 15,24 €, ISBN : 2-07-072066-7]

- Cet ouvrage collectif analyse six pays européens pour mettre en lumière ce qui les unit et ce qui les distingue. D'un point de vue global, le sociologue montre une évolution parallèle des valeurs (la liberté, l'égalité, le décalogue), l'économiste décrit l'uniformisation créée par le marché, le politologue insiste sur les traditions politiques différentes autour des concepts de nation, de peuple, d'État, d'identité. Les portraits nationaux reflètent les particularismes. Le modèle suédois existe : c'est une utopie sociale du modernisme de la production, dans le respect de la nature. L'Angleterre, toujours moins insulaire, garde sa capacité à se distinguer comme avec le « thatcherisme ». L'Allemagne est exemplaire pour ses progrès économiques, sociaux et culturels. La France s'adapte aux changements plus qu'elle ne leur résiste ou qu'elle ne les provoque. L'Italie se décline en trois sous-ensembles distincts : le Nord, le Mezzogiorno et la « troisième Italie ». L'Espagne, dernière-née de ces démocraties, rattrape son retard dans tous les domaines et pourrait constituer un exemple pour l'invention de la démocratie au niveau de l'Union.

Maxime TANDONNET

Le Grand Bazar ou l'Europe face à l'immigration

[L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2001, 260 p., 21,35 €, ISBN : 2-7475-1675-X]

- Pour l'Europe des Quinze, le nombre d'étrangers représentait un peu plus de trois pour cent de la population totale. Comment s'expliquer alors que l'immigration y constitue l'un des enjeux politiques majeurs ? Maxime Tandonnet cherche à dresser un tableau dépassionné de l'immigration en Europe. État des lieux, perspectives de flux migratoire pour demain, nécessité ou pas de l'immigration pour l'Europe, les politiques européennes sur ce sujet et, enfin, le véritable malaise français face à ses immigrés, voilà les grandes lignes de cet ouvrage. L'Union européenne (UE) est une terre d'immigration et le projet européen implique de gérer ces flux d'une manière plus transparente et humaine que ne l'ont fait les États qui la composent, par une politique de coopération économique, et pas seulement policière, avec les pays d'origine. Quant aux États de l'UE, certains, dont la France, ont la responsabilité de désamorcer sur leur territoire une « bombe anémique » qui pourrait menacer la paix civile.

Emmanuel TODD

L'Invention de l'Europe

[Le Seuil, coll. « Points Essais », 1998, 768 p., 9,50 €, ISBN : 2-02-028522-3]

- Étude anthropologique remarquablement documentée, fruit de sept années de recherche, ce livre propose une lecture originale de l'histoire de l'Europe. Il part de l'hypothèse que les différents types de structures familiales (et de systèmes agraires stables) produisent des itinéraires historiques distincts. Des systèmes familiaux au nombre de quatre et dont la nature plus ou moins égalitaire, libérale ou autoritaire, conditionne les réponses aux grandes évolutions historiques comme la Réforme, l'industrialisation ou les totalitarismes. Leur distribution géographique dessine par ailleurs de nouvelles frontières qui questionnent l'homogénéité sociologique des nations européennes. Selon Todd, « cette fragmentation anthropologique n'est un obstacle à l'unité [européenne] que parce qu'elle est refoulée de la conscience politique ». En conclusion, il en appelle à une Europe des citoyens, capables d'accepter et de surmonter leurs différences millénaires.

Antoine de BAECQUE (édité par)

Histoire de la démocratie en Europe

[Le Monde Éditions, coll. « La mémoire du monde », 1991, 410 p., 22,11 €, ISBN : 2-87899-016-1]

- La chute du communisme en 1989 constitue un moment privilégié pour interroger le concept de démocratie en Europe. Deux cents ans auront été nécessaires pour mettre en œuvre un concept de démocratie similaire sur l'ensemble du continent. Cet ouvrage propose une collection d'éclairages (par ordre chronologique dans le livre : français, italien, anglais, allemand, espagnol, suisse, néerlandais et nordiques, russe, polonais, tchèque, hongrois, roumain), que ce soit au niveau des auteurs ou des expériences nationales, sur la démocratie en Europe. Théorie et pratique de la démocratie, variété des expériences spécifiques, c'est toute l'histoire de la démocratie européenne qui est peu à peu passée en revue, de 1789 à 1989, mais sans jamais parler de l'Union européenne.

Jean-François DREVET
**L'Élargissement de l'Union
européenne, jusqu'où ?**

[L'Harmattan, 2004, 384 p., 31 €,
ISBN : 2-7475-6304-9]

- L'année 2004 a vu l'Europe accueillir dix nouveaux pays, passant ainsi de quinze à vingt-cinq membres. Un événement sans précédent dans l'histoire des élargissements successifs qu'a connus l'Europe depuis sa création. De nouveaux membres rejoindront très prochainement l'Union et pour d'autres, comme la Turquie, la question de l'adhésion est au cœur de violentes polémiques. Partant de l'expérience des élargissements antérieurs, Jean-François Drevet analyse le processus en cours. Examinant les diverses motivations des pays candidats, il décrit les attitudes des États membres tant sur le plan des opinions publiques que sur celui de l'impact politique (économie, flux migratoires, fonctionnement des institutions...) et détaille les modes de gestion des adhésions. Analysant le fonctionnement d'une Europe élargie, il met enfin en évidence les limites, incertaines voire introuvables à l'est et au sud, d'une future Europe à géométrie variable.

Marie-Luise HERSCHTEL
**L'Europe élargie :
enjeux économiques**

[Presses de Sciences-Po,
coll. « La bibliothèque du citoyen », 2004,
150 p., 12 €, ISBN : 2-7246-0923-9]

- Cet ouvrage s'intéresse à l'impact économique et financier du récent élargissement de 2004. Pour les nouveaux membres, tout d'abord, l'effort de transition a été considérable et le chemin vers l'adhésion, semé d'embûches. L'Union, quant à elle, a consenti des efforts financiers significatifs pour réaliser cette mise à niveau économique. Qu'en est-il vraiment du coût réel de l'élargissement ? Certes, ce nouvel espace semble porteur de prospérité et de croissance, mais à qui profitera-t-il ? L'importante hétérogénéité des économies nationales fait naître, dans les opinions publiques, des craintes sur de futures délocalisations ou de conséquentes migrations de main-d'œuvre. Ces craintes sont-elles fondées ? La PAC réformée saura-t-elle répondre à l'entrée du « poids lourd » agricole qu'est la Pologne ? Ce livre, analysant les coûts et les avantages de l'élargissement, nous donne des éléments de réponse.

Stéphane MARTENS (sous la dir. de)
**L'Allemagne et la France.
Une entente unique pour l'Europe**

[L'Harmattan, 2004, 150 p., 14 €,
ISBN: 2-7475-6762-6]

- Préfacé par Alain Juppé, maire de Bordeaux, ce livre s'appuie sur un colloque franco-allemand tenu en 2003. Trois grands thèmes sont abordés. Le traité de l'Élysée, signé le 31 janvier 1963 par le général de Gaulle et Konrad Adenauer, qui scellait la réconciliation entre l'Allemagne et la France et jetait les bases d'une coopération intense et diversifiée, fait l'objet d'un bilan contrasté quoique positif. Les enjeux et défis de la coopération franco-allemande sont illustrés par une série d'analyses sectorielles allant de l'Office franco-allemand pour la jeunesse à la coopération en matière militaire. L'avenir de la coopération franco-allemande est replacé dans le contexte de l'Europe élargie et pose la question de l'union franco-allemande qui pourrait être l'aboutissement de la déclaration commune du 22 janvier 2003.

Jean-Pierre PAGE et Julien VERCUEIL
**De la chute du Mur à la nouvelle
Europe. Économie politique
d'une métamorphose**

[Préface de Jacques Sapir, L'Harmattan,
coll. « Pays de l'Est », 298 p., 27 €,
ISBN: 2-7475-7456-3]

- L'ouvrage étudie l'évolution qui, depuis quinze ans, a mené les anciens pays de l'Europe de l'Est d'une économie planifiée à une économie libérale. Les auteurs y défendent la thèse de transitions en général trop peu critiques vis-à-vis des modèles de réforme standard — voire rigides — proposés par l'Occident en général et par le Fonds monétaire international (FMI) en particulier. Quatre études de cas approfondies (Hongrie, Pologne, Russie et Slovaquie) montrent ensuite que les réformes de choc ont été loin d'avoir été les plus efficaces et ont abouti à des conséquences sociales violentes (Russie) alors que les réformes plus souples, préparées de longue date et bénéficiant d'un suivi continu (Slovaquie), ont permis des résultats relativement satisfaisants à des coûts sociaux moindres.

Joël RIDEAU (sous la dir. de)

Les États membres de l'Union européenne : adaptations, mutations, résistances

[LGDJ, 1997, 540 p., 35,06 €, ISBN : 2-275-00120-4]

- L'Union européenne est composée d'États et le système institutionnel européen ne peut être compris qu'en tenant compte des différents niveaux de la construction. Le livre analyse les conditions de la participation des États membres à l'Union européenne : quinze au moment de la publication de ce travail. Les chapitres procèdent à un inventaire des réponses relatives aux divers aspects de la participation des États à l'Union européenne. Mais une indispensable souplesse a été laissée aux auteurs des contributions pour tenir compte des particularités nationales à l'intérieur de quatre directions essentielles d'analyse : Le cadre juridique et politique de la participation à l'Union européenne ; Les projections nationales dans les institutions européennes ; L'élaboration des positions nationales et le suivi du déroulement du processus de décision européen par les autorités nationales ; La mise en œuvre nationale des textes européens et le respect des arrêts de la Cour de justice.

Paul SABOURIN

Le Destin du continent européen. Le chemin de la Grande Europe

[Bruylant, 1999, 345 p., ISBN : 2-80-27-1269-1]

- L'ouvrage de P. Sabourin est une analyse à la fois institutionnelle et géopolitique qui replace l'avenir de la construction européenne dans un contexte politique plus large, celui de l'ensemble du continent européen. Ce contexte, loin d'être neutre, est source de fragilité pour l'Union européenne, qui doit faire face à l'affrontement entre l'Amérique et la Russie ainsi qu'au poids des États-Unis en Europe. Cette fragilité s'ajoute à ses limites internes, comme les ambiguïtés dont sa propre construction est porteuse ou les difficultés qu'elle éprouve à gérer les questions liées aux nationalismes mal assoupiés. Selon l'auteur, ces aspects négatifs sont tout juste équilibrés par des aspects plus positifs dont le principal est sans doute la capacité d'adaptation permanente des institutions européennes. Toutefois, seule une évolution dans un sens fédéral, dont l'auteur attend beaucoup, permettrait de relever les défis du XXI^e siècle.

Pauline SCHNAPPER

La Grande-Bretagne et l'Europe

[Presses de Sciences-Po, 2000, 218 p., 17,99 €, ISBN : 2-7246-0807-0]

- Depuis son adhésion à la CEE en 1973, le Royaume-Uni fait figure de « mauvais élève » de la classe européenne. Par une analyse pertinente de l'histoire et des particularismes britanniques, le livre esquisse des réponses aux raisons du double malentendu entre l'Europe et la Grande-Bretagne, entre une Europe qui comprend mal l'attitude britannique et des Britanniques qui ont souvent sous-estimé les enjeux de la construction européenne, exprimant des réserves quant à sa réussite. Au-delà d'une insularité qui a contribué à former une identité nationale spécifique, l'auteur insiste sur les éléments (atlantisme, refus de la supranationalité, société indifférente, voire hostile...) qui ont brouillé la lisibilité de la relation entre le Royaume-Uni et l'Europe et produit cette « orthodoxie » britannique. Animée depuis l'origine par un « opportunisme pragmatique », la participation critique du Royaume-Uni à l'Union en fait un partenaire réticent. Mais loin des excès tapageurs des tabloïds, l'auteur rappelle par exemple combien le bilan d'intégration des directives par la Grande-Bretagne est positif.

Yves TISSIER

Dictionnaire de l'Europe. États d'hier et d'aujourd'hui de 1789 à nos jours

[Vuibert, 2004, 45 €, ISBN : 2-7117-8589-0]

- Le livre porte sur les États qui composent l'Europe et non sur l'Europe elle-même. Il retrace l'histoire politique et territoriale de tous les États européens depuis deux siècles. Les quarante-six États souverains actuels font l'objet des développements les plus détaillés. L'ouvrage, en apportant des éclairages bienvenus sur des situations complexes (ex-Yougoslavie, revendications balkaniques), facilitera la compréhension de la géopolitique européenne. Des chronologies, des index et surtout une quarantaine de cartes originales complètent ce dictionnaire et en font un précieux instrument de travail.

GOUVERNER L'EUROPE

Marc ABÉLÈS

La Vie quotidienne au Parlement européen

[Hachette, 1992, 437 p., 14,20 €, ISBN: 2-01-018049-6]

- Cet ouvrage offre un portrait rigoureux d'une institution fondamentale pour l'Union européenne (UE), étudiée du point de vue de la vie quotidienne des parlementaires entre Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg. Cette assemblée pas comme les autres est une métaphore de l'UE en construction : un monde à inventer. Ainsi, le Palais de l'Europe est-il une Babel de langues, ce qui implique une logistique bien huilée de traduction et d'interprétariat, même si de plus en plus d'eurodéputés sont polyglottes. Les sessions, au temps de parole rigoureusement limité, y sont techniques et fonctionnent souvent en commissions restreintes ; on est loin de la logique dialectique entre opposition et majorité que l'on connaît dans les parlements nationaux. Le lien avec les électeurs ne se fait généralement pas au travers d'une circonscription mais par les partis politiques ou les médias, le Parlement a son studio de télévision, des costumes gris ou bleus s'y croisent avec des culottes de peau tyroliennes et il s'agit plus que d'une anecdote : c'est à partir de Strasbourg que les Verts ont commencé à compter dans l'UE.

Geneviève BERTRAND

La Prise de décision dans l'Union européenne

[La Documentation française, coll. « Réflexe Europe », 2002, 152 p., 10 €, ISBN: 2-11-005072-1]

- Ce livre est le complément de l'ouvrage sur les institutions de l'Union européenne paru dans la même collection. Il permet de comprendre comment l'Europe communautaire fonctionne dans la pratique. Elle dépend quotidiennement du bon vouloir des États qui la composent, mais le caractère obligatoire et efficace du droit qu'elle produit lui a permis de devenir rapidement une des organisations internationales les plus intégrées qui soient. L'auteur insiste sur une notion fondatrice de la Communauté, celle de « confiance légitime », et, sous-jacente à cette notion, celle de transparence des relations entre États membres et de soumission à la règle de droit. Cette notion permet d'opérer une distinction entre d'une part la décision communautaire, dans son cadre juridique de création, ses modalités et ses formes juridiques, et, d'autre part, son processus de formation, c'est-à-dire le processus décisionnel qui en est à l'origine.

Maurice CROISAT
et Jean-Louis QUERMONNE
L'Europe et le fédéralisme

[Montchrestien, coll. « Clefs Politique »,
1999, 158 p., 10,67 €, ISBN: 2-7076-0750-9]

- Fort éloigné du fédéralisme des États-Unis d'Amérique, le système de gouvernement de l'Union européenne peut être comparé au fédéralisme coopératif que l'on rencontre en Allemagne ou dans des États régionalisés comme l'Espagne. Ce livre fait le point sur les différentes formes de fédéralisme rencontrées dans les pays d'Europe occidentale, leurs origines et leurs institutions, avant d'en confronter les fondements, principes et fonctionnement avec celui de l'Union. La comparaison reste prudente: alors que les États fédéraux, régionaux ou autonomiques disposent tous d'un pouvoir central démocratique, doté d'une légitimité propre, l'absence d'équivalent communautaire laisse planer de graves incertitudes sur l'avenir.

Yves DOUTRIAUX
et Christian LEQUESNE
**Les Institutions
de l'Union européenne**

[La Documentation française, 2005, 188 p.,
11 €, ISBN: 2-11-005785-8]

- Ce livre, qui en est à sa cinquième édition avait ouvert en 1995 la collection « Réflexe Europe », qui s'adresse à tous ceux qui ont affaire aux politiques européennes — fonctionnaires de l'État ou agents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics aussi bien que syndicalistes, entrepreneurs, membres de professions libérales — d'un point de vue aussi concret que possible: celui des praticiens. L'expérience a montré que la collection est aussi fort appréciée des étudiants. La première partie de l'ouvrage se concentre essentiellement sur le Conseil, la Commission et le Parlement ainsi que, de manière un peu moins intense, sur la Cour de justice et la Cour des comptes. L'appareil administratif de l'Union européenne, c'est la conjonction de ces institutions européennes et des appareils administratifs nationaux. C'est pourquoi la deuxième partie de cet ouvrage examine de près comment la France s'est organisée pour agir, interagir avec les institutions européennes et réagir aux politiques adoptées, le plus souvent avec le consentement plein et entier des gouvernements nationaux, par les institutions de l'Union.

Paul MAGNETTE

Contrôler l'Europe. Pouvoirs et responsabilités dans l'Union européenne

[Éditions de l'université de Bruxelles, coll. «Institut d'études européennes», 2003, 175 p., 16 €, ISBN: 2-8004-1306-9]

- L'auteur met la problématique de la responsabilité démocratique en perspective, en la reliant tout particulièrement à la théorie et à la pratique de la démocratie représentative. Il se réfère aux auteurs les plus pertinents, trop rarement cités à propos de l'intégration européenne, depuis la période initiale du développement du constitutionnalisme. Tout en étant solidement fondé en théorie, le livre est très concret dans ses développements de nature descriptive, analytique et prescriptive. Il consiste pour l'essentiel en un essai de description et d'évaluation des voies et des moyens différents par lesquels la responsabilité des institutions de l'Union européenne est garantie une décennie après l'entrée en vigueur du traité de Maastricht. L'auteur explique pourquoi le contrôle démocratique demeure indispensable, aussi bien pour garantir l'effectivité de l'action de l'Union européenne que la légitimité de ses institutions.

Paul MAGNETTE

L'Europe, l'État et la démocratie

[Éditions Complexe, coll. « Études européennes », 2000, 261 p., 21,19 €, ISBN: 2-87027-814-4]

- Voici une analyse originale des profonds changements induits par la construction européenne sur le rôle et la nature de l'État. Édifiant un modèle inédit de communauté d'États, l'Europe a mis en place un maillage institutionnel qui, dans une certaine mesure, entrave et limite le pouvoir des États membres. Cette évolution est au centre du débat entre souverainistes et fédéralistes. Mais, nous dit l'auteur, s'y ajoute aujourd'hui une dimension nouvelle, celle de la légitimité démocratique de l'Europe. Qui plus est, cette crise de légitimité n'affecte pas seulement l'Union, elle touche aussi les États membres. Sur cette question s'affrontent plusieurs points de vue. Expression de la volonté de gouvernements démocratiquement élus pour les uns, « technocratie ouverte » transparente, donnant aux citoyens les moyens de la contrôler pour d'autres, l'Europe devra réfléchir au développement d'un gouvernement pour le peuple dont les orientations politiques seront aptes à renforcer son évolution démocratique; en d'autres termes, s'inventer de nouveaux modes de démocratisation.

Jean-Louis QUERMONNE

Le Système politique de l'Union européenne. Des Communautés économiques à l'Union politique

[Montchrestien, coll. « Clefs Politiques », 2001 (4^e édition), 160 p., 10,67 €, ISBN : 2-7076-1240-5]

- Après Maastricht, qui est le résultat de la sédimentation institutionnelle de près d'un demi-siècle de traités et d'histoire de coopération, on peut parler d'un système politique de l'Union européenne. Ce système politique se caractérise par la complexité et un mode de fonctionnement singulier. À la fois supranational et intergouvernemental, il implique une double légitimité (celle du Parlement européen et celle des gouvernements nationaux), sa méthode de gouvernement se base sur le fameux triangle institutionnel : Commission, Conseil, Parlement. La stratégie de cette union passe par l'intégration (transfert de compétences) et la coopération (coordination des gouvernements et des politiques). Traditionnellement basée sur les États, notamment sur le couple franco-allemand, elle doit aujourd'hui affronter la dialectique de l'élargissement et de l'approfondissement. Une dernière singularité tient aux partis politiques qui, uniquement parlementaires, n'ont pas le but de créer un gouvernement. Il n'existe pas le dialogue entre majorité et opposition qui contribuerait à l'émergence d'une identité européenne.

Bertrand ROCHARD

L'Europe des Commissaires. Réflexions sur l'identité européenne, des traités de Rome au traité d'Amsterdam

[Établissements Émile Bruylant, 2003, 503 p., 85 €, ISBN : 2-8027-1723-5]

- Ce livre tente de dégager la conception que les membres de la Commission européenne se sont faite de l'identité de l'Union européenne, et qu'ils ont essayé de faire prévaloir à travers les différents projets, législations et politiques qui ont été mis en route depuis la création de la Communauté économique européenne en 1958. Il s'agit d'une synthèse des positions officielles de la Commission et des commissaires, opérée à partir d'un examen approfondi des documents officiels publiés au nom du Collège des commissaires ainsi que des déclarations individuelles qu'ils ont pu formuler. À travers le rôle changeant de la Commission européenne dans le développement du projet européen, le livre retrace non seulement le développement d'une institution, mais surtout les métamorphoses d'un projet politique en constante évolution.

Fritz SCHARPF

Gouverner l'Europe

[Presses de Sciences-Po, 2000, 238 p., 22,87 €, ISBN : 2-7246-0798-8]

- On attribue souvent la faible légitimité d'un système à l'incapacité d'affronter les problèmes politiques. L'auteur veut démontrer ici que la situation en Europe est plus complexe. L'autodétermination démocratique se fait de deux façons : on gouverne par le peuple (participation) et on gouverne pour le peuple (résolution des problèmes), les élections permettant aux citoyens de décider s'ils sont satisfaits ou pas, d'accorder la légitimité démocratique ou non. La gouvernance européenne, qui se fait par l'intégration positive (Marché commun) et l'intégration négative (Cour de justice), a introduit la constitutionnalisation du droit de la concurrence et a imposé une politique monétariste rigide aux effets négatifs sur l'emploi. Toutefois, la faible légitimité de la gouvernance européenne ne viendrait pas de son incapacité à gérer les problèmes effectifs, mais serait plutôt liée à l'absence de mécanismes de responsabilité politique au niveau européen. Il n'en existe pas les infrastructures institutionnelles, ni d'ailleurs un débat politique européen, ni la nécessaire identité qui en constituerait le cadre.

L'EUROPE UNIE PAR LE DROIT

Ami BARAV

et Christian PHILIP (sous la dir. de)

Dictionnaire juridique des Communautés européennes

[PUF, 1993, 1180 p., 76 €, ISBN : 2-13-044-912-3]

- « Parfois, le droit communautaire emprunte au vocabulaire, national des expressions et des notions juridiques en leur donnant un sens et une connotation spécifiques. Parfois, il forge son propre vocabulaire composé de mots et de concepts ayant une signification particulière », est-il écrit dans la préface. Bien que daté, puisque rédigé avant l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, ce dictionnaire reste indispensable. Ses 161 articles présentent les notions et concepts de base du droit communautaire. Chaque notice explique le concept abordé, ses origines, son développement et son application, avec une bibliographie qui reste souvent encore d'actualité. Destiné d'abord à un public de juristes, il est néanmoins rédigé le plus souvent dans un style abordable pour le non-spécialiste.

Florence BENOIT-ROHMER
et Heinrich KLEBES

**Le Droit du Conseil de l'Europe.
Vers un espace juridique européen**

[Conseil de l'Europe, 2005, 267 p., 28 €,
ISBN: 92-8715-593-3]

- Depuis sa création, le Conseil de l'Europe a mis en place un système juridique fondé sur la démocratie, la prééminence du droit et les droits de la personne. Le Conseil de l'Europe a joué un rôle déterminant dans l'adhésion des nouveaux États à l'Union européenne. La première partie de l'ouvrage en aborde le droit « constitutionnel », dérivant du Statut de 1949 qui, avec les autres textes statutaires de l'organisation, fixe les objectifs et précise la composition et les modalités de fonctionnement. La deuxième partie concerne son rôle dans l'harmonisation du droit national des États européens : il a toujours été le cadre d'une production normative importante. Une troisième partie traite du droit du Conseil de l'Europe replacé dans son contexte européen. Elle étudie, par exemple, dans quelle mesure les conventions du Conseil de l'Europe ont été intégrées dans les lois nationales ou comment cohabitent ce droit et le droit de l'Union européenne.

Guy BRAIBANT

**La Charte des droits fondamentaux
de l'Union européenne**

[Le Seuil, 2001, 330 p., 7,95 €,
ISBN: 2-02-048556-7]

- Représentant du président de la République et du gouvernement français, vice-président de la convention qui rédigea la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne pendant l'année 2000, l'auteur, longtemps président de la section des Études au Conseil d'État, était membre du groupe des cinq qui prépara la rédaction des différents articles de la charte proclamée à Nice en décembre 2000. Le commentaire des 54 articles de la charte, regroupés autour de six valeurs fondatrices — dignité, libertés, égalité, solidarité, citoyenneté, justice — reste parfaitement d'actualité pour la compréhension de la Constitution pour l'Europe, qui incorpore cette charte dans sa deuxième partie, lui donnant la force juridique que les chefs d'État et de gouvernement n'avaient pas voulu lui accorder à Nice.

Renaud DEHOUSSE

**La Cour de justice
des Communautés Européennes**

[Montchrestien, coll. « Clefs Politique »,
1998, 160 p., 9,15 €, ISBN : 2-7076-0787-8]

- La Cour de justice est peu connue du grand public, et pourtant elle a joué et continue de jouer un rôle essentiel dans le développement du droit européen. Profitant de la lourdeur du système décisionnel, elle a dans une large mesure « constitutionnalisé » l'ordre juridique communautaire tout en exerçant une influence considérable sur les politiques européennes. Ce rôle de « moteur de l'Europe » est tout à fait atypique pour un organe judiciaire, et plus encore si on le compare à d'autres juridictions internationales. Comment la Cour a-t-elle été en mesure d'occuper une place aussi importante ? Pourquoi n'a-t-elle pas rencontré plus de résistance ? Quelles sont les conséquences pour la Cour des difficultés que rencontre à l'heure actuelle l'Union européenne ? Le livre s'efforce de répondre à ces questions et de dresser un bilan de l'apport de la Cour au processus d'intégration.

Jean-Claude GAUTRON

Droit européen

[Daloz-Sirey, coll. « Mémentos », 2004,
302 p., 17,50 €, ISBN : 2-247-05547-8]

- Ce livre, rédigé d'abord pour des étudiants en droit, est en fait accessible à un public beaucoup plus large et présente le grand avantage d'englober non seulement le droit des Communautés et de l'Union européennes (l'Europe des 25) mais aussi celui du Conseil de l'Europe (l'Europe de 46 États). Les Communautés et l'Union européennes sont replacées dans le contexte des systèmes et des règles issus des divers ordres juridiques et leurs relations mutuelles sont explicitées. Le droit institutionnel de l'Union est exposé systématiquement et, plus sommairement, le droit matériel, c'est-à-dire la législation et la jurisprudence applicables aux politiques de l'Union européenne. L'édition de 2004 est à jour non seulement du traité de Nice, déjà en vigueur, mais aussi du projet de traité constitutionnel, en cours de ratification.

Pierre-Henri IMBERT,
Louis-Edmond PETTITI
et Emmanuel DECAUX (sous la dir. de)

**La Convention européenne
des droits de l'homme.**

**Commentaire article par article
(2^e édition)**

[Economica, 1999, 1230 p., 54 €,
ISBN: 2-7178-3876-7]

• La Convention européenne des droits de l'homme, rédigée en 1950 en grande partie sous l'influence de René Cassin, reste le fleuron du Conseil de l'Europe. Ce commentaire collectif – sous la direction d'un ancien juge à la Cour européenne des droits de l'homme, d'un professeur de droit et d'un fonctionnaire du Conseil de l'Europe – se veut tout à la fois un instrument de travail pour les « praticiens » de plus en plus nombreux de la Convention européenne et une réflexion d'ensemble sur les enjeux d'une « Europe du droit » plus célébrée que véritablement connue et reconnue.

Frédéric SUDRE

**La Convention européenne
des droits de l'homme**

[PUF, coll. « Que sais-je ? », 2004, 126 p.,
8 €, ISBN: 2-13-054483-5]

• La convention européenne des droits de l'homme, signée à Rome le 4 novembre 1950 et entrée en vigueur le 3 septembre 1953, fonde la protection européenne des droits de l'homme. Inspirée de la Déclaration universelle des droits de l'homme (adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948), elle fournit aujourd'hui le modèle le plus perfectionné d'une garantie effective de ces droits proclamés au plan international en offrant aux individus le bénéfice d'un contrôle juridictionnel. Elle s'applique aux 46 États membres du Conseil de l'Europe, et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme a un impact direct dans ces États. Établie à Strasbourg, elle peut être saisie par toute personne dont les droits fondamentaux ont été bafoués et qui n'a pas pu obtenir justice dans le cadre de l'État où ces droits ont été lésés.

QUE FAIT L'EUROPE ? DE L'ÉCONOMIE AUX POLITIQUES COMMUNES

François d'ARCY

Les Politiques de l'Union européenne

[Montchrestien, coll. « Clefs Politique », 2003, 152 p., 11 €, ISBN : 2-7076-1356-8]

- Aujourd'hui, les politiques de l'Union européenne s'étendent à tous les domaines de l'action publique. L'ouvrage de F. d'Arcy en retrace le développement, en explique les fondements juridiques puis en décrit les principales : l'unification du marché intérieur, les secteurs qui dérogent au principe de libre concurrence (PAC, pêche, services d'intérêt économique général) et la politique régionale, la circulation des personnes dans le marché commun, la coordination des politiques économiques et sociales des États membres et les politiques extérieures de l'Union européenne. L'ouvrage fait le point de manière claire et synthétique sur des aspects particulièrement techniques et complexes de la construction européenne.

Michel AYRAL

Le Marché intérieur de l'Union européenne : les règles du jeu

[La Documentation française, coll. « Réflexe Europe », 1998, 184 p., 9,91 €, ISBN : 2-11-004080-7]

- La réalisation du marché intérieur européen en 1993 a transformé l'environnement des entreprises, des citoyens et des administrations. Elle est le résultat d'un effort solidaire des institutions communautaires pour définir le cadre politique et réglementaire et des administrations nationales pour en assurer la mise en œuvre. Bien que datant de 1998, ce livre reste d'actualité et explique les mécanismes qui font fonctionner le marché intérieur pour les personnes, marchandises, capitaux et services au moment de trois échéances : l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, l'introduction de l'euro et les négociations d'élargissement de la Communauté. Il fournit une information précise permettant en particulier aux entreprises et aux administrations de mesurer leurs responsabilités par rapport aux obligations communautaires.

Emmanuel BARBE

et Hervé BOULLANGER

Justice et affaires intérieures

dans l'Union européenne.

Un espace de sécurité et de justice

[La Documentation française, coll. « Réflexe Europe », 2002, 192 p., 10 €, ISBN : 2-11-005124-8]

- Le traité de Maastricht avait introduit la dimension de la coopération en matière de justice et affaires intérieures au sein de la construction européenne. Elle comprend toutes les questions liées à la sécurité intérieure de chaque État membre et à la sécurité des citoyens, et également les questions d'asile et d'immigration, de coopération judiciaire en matière civile et d'accès à la justice en matière civile et pénale. Avec le traité d'Amsterdam et l'extension des compétences de la Communauté et de l'Union européennes, la notion d'« espace de liberté, de sécurité et de justice » a permis de développer d'une part de nombreuses actions communes dans la lutte contre la criminalité (impliquant une coopération policière, l'entraide judiciaire en matière pénale ainsi que des mesures relatives à la criminalité organisée, au terrorisme, à la criminalité économique et financière) et, d'autre part, une série de mesures renouvelées ou nouvelles pour la coopération entre les juridictions civiles et commerciales des États membres.

Jacques BOURRINET

Le Pacte de stabilité et de croissance

[PUF, coll. « Que sais-je ? », 2004, 127 p., 7,60 €, ISBN : 2-13-054153-4]

- Le pacte de stabilité et de croissance (PSC) a été approuvé au sommet d'Amsterdam en juin 1997 dans la perspective de la réalisation de l'union économique et monétaire entre les États qui s'apprêtaient à adopter l'euro. Il apparaît souvent comme une sorte de règlement de copropriété qui a certes permis l'adoption et le maintien de la monnaie unique, mais qui impose aux pays membres de la zone euro des règles trop contraignantes en précisant certaines orientations des politiques économiques nationales des États membres et en exigeant une maîtrise stricte des déficits publics de ceux-ci. Le livre explique les origines et analyse les mécanismes du PSC, évalue sa mise en place et envisage comment il pourrait être perfectionné avant que le Conseil européen n'ait décidé de sa réforme, en 2005.

Caroline BROSSAT

**La Culture européenne :
définitions et enjeux**

[Bruylant, 1999, 535 p., 66,03 €, ISBN : 2-8027-1187-3]

- Le traité de Maastricht intègre pour la première fois la culture, mais il le fait au pluriel. Il existe un problème de définitions évident : les usages savants aussi bien que ceux des institutions européennes varient dans le temps. Schématiquement, on se réfère à la culture comme civilisation lorsqu'on parle du passé et à la culture comme culture de masse et identités quand on parle du présent. Dans les années 1950, l'héritage de la civilisation européenne est perçu comme grec, romain et judéo-chrétien, tenant aussi de la philosophie des Lumières. Dans les années 1980, l'importance des cultures régionales est mise en avant. Avec la crise économique, on parle d'identités culturelles, on réagit à la culture de masse, à la civilisation des loisirs. Des sondages étudient les valeurs présentes des Européens. La mise en œuvre d'une politique culturelle européenne est cruciale à l'union politique, elle est donc récente et s'est toujours heurtée aux politiques des États : c'est un enjeu de pouvoir. Les premières positions véritablement européennes naissent lors des négociations sur l'exception culturelle, sous l'impulsion de la France.

Patrice BUFFOTOT

**Europe des armées
ou Europe désarmée ?**

[Michalon, coll. « Ligne d'horizon », 2005, 115 p., 12 €, ISBN : 2-84186-251-8]

- Les Européens ont banni la guerre de leur mentalité et, selon l'auteur de cet essai, cela porte à de graves conséquences. L'Europe n'a pas de modèle politique, elle n'accorde pas assez de financements à la défense et n'a aucune vision géopolitique. La description des échecs passés de la politique commune de défense conduit l'auteur à souligner la faible capacité de projection actuelle et future des forces européennes et à conclure : l'Europe risque de disparaître de la surface géopolitique du globe en tant qu'acteur autonome si elle n'investit pas plus dans le secteur militaire.

Thierry JEANTET

**L'Économie sociale européenne,
ou la tentation de la démocratie
en toutes choses...**

[Ciem Édition, 1999, 332 p., 25,92 €, ISBN : 2-903-819-22-X]

- L'économie sociale accepte le marché, mais établit la primauté de la personne sur le capital, de la gestion démocratique sur la recherche du profit. Ce véritable manifeste pour la valorisation d'un secteur économique au poids civique et social supérieur à son poids économique montre comment il s'agit d'une alternative valide à la pensée économique libérale. On peut créer des richesses dans les économies post-industrielles modernes en mettant l'homme et la femme, conçus comme des citoyens, au centre de l'activité économique. L'économie sociale existe en Europe — l'auteur s'appuie sur un rapport de 1997 de la Direction générale XXIII (Commerce et politique d'entreprise) de la Commission européenne pour en montrer l'importance économique (jusqu'à plus d'un tiers du marché dans le secteur bancaire en France) — et elle est rendue nécessaire par la mondialisation. Le « consomm'acteur » est le pivot de cette démocratie économique européenne à construire, d'une démarche qui aidera à gérer de façon éthique et solidaire la crise de l'emploi et les défis de la mondialisation.

Béatrice LAMARTHE

**La Défense du consommateur
dans l'Union européenne**

[La Documentation française, coll. « Réflexe Europe », 2001, 176 p., 10 €, ISBN : 2-11-004887-5]

- À l'exception de l'harmonisation des règles relatives à la composition des produits et à l'étiquetage, la politique de la consommation était pour l'essentiel restée du domaine des États membres jusqu'aux crises touchant la sécurité alimentaire qui ont amené les institutions communautaires à intervenir de façon plus active. L'ouvrage comporte à cet effet une chronologie de la crise de la vache folle, et présente les mesures nationales et communautaires mises en œuvre pour la juguler. Le livre présente les différences entre les cadres nationaux dans lesquels les associations et services étatiques interviennent en ce début de siècle. Il montre ensuite comment le cadre communautaire a évolué depuis la régulation, par la normalisation et l'élaboration de quelques directives ciblées, jusqu'au règlement des litiges et à l'application quasi systématique du principe de précaution ; un rappel des secteurs prioritaires actuels de la défense du consommateur européen illustre la diversité des domaines d'intervention dans ce domaine.

Marc LECHANTRE et David SCHAJER
Le Budget de l'Union européenne

[La Documentation française,
coll. « Réflexe Europe », 2003, 171 p., 10 €,
ISBN : 2-11-005420-4]

- Les auteurs présentent le budget de l'Union européenne (UE) selon trois éclairages : institutionnel (l'adoption du budget), politique (les dépenses), fiscal (les recettes). Le budget de l'UE (de l'ordre de 100 milliards d'euros pour 15 États membres) est adopté à la suite d'un parcours qui commence à la Commission, passe par le Conseil et finit au Parlement. Les principales dépenses de l'UE sont destinées à la Politique agricole commune et aux Fonds structurels. Les recettes sont liées à la richesse des États membres qui contribuent au budget commun en fonction de leur PNB, des recettes de TVA et des droits de douanes à hauteur d'environ 6 % de leurs recettes fiscales.

Jacques LOYAT et Yves PETIT
La Politique agricole commune (PAC). Un enjeu de société

[La Documentation française,
coll. « Réflexe Europe », 2002, 190 p., 10 €,
ISBN : 2-11-004894-8]

- La PAC, doyenne des politiques communes et toujours au premier rang des dépenses de l'Union européenne (UE), a l'obligation de se réformer. Créée pour pallier la crise de production de l'agriculture en Europe de l'Ouest, la PAC doit aujourd'hui répondre aux défis de la surproduction et de l'élargissement à l'Est. Les principes d'unicité du marché, de préférence communautaire, de soutien des prix et de développement rural ont permis la modernisation de l'agriculture de l'UE. Les dernières réformes de la PAC (1992 et Agenda 2000), objet de négociations fondamentales, tendent à découpler les aides de la production pour les orienter vers les producteurs. La productivité n'est plus le maître mot, on parle désormais de développement durable et de sécurité alimentaire.

Jacqueline MONTAIN-DOMENACH

L'Europe de la sécurité intérieure

[Montchrestien, coll. « Clefs Politique », 1999, 158 p., 11 €, ISBN : 2-7076-1089-5]

- À l'origine de la création européenne, il n'était pas envisageable que l'Europe puisse intervenir dans des domaines aussi intimement liés à la souveraineté de l'État que la sécurité intérieure, l'immigration, la coopération policière et judiciaire. L'auteur montre cependant comment, à partir du traité de Maastricht, le démantèlement des frontières intérieures et l'affirmation du principe de libre circulation des personnes entraîneront de nouveaux risques en matière de sécurité. À ces risques, créés ou renforcés par des normes européennes, il a été fait face par d'autres normes européennes, caractérisées par un haut degré de complexité, comme le système dit de Schengen. Les compétences européennes qui en ont résulté ont tout d'abord été conçues comme des compétences de coopération avant d'être, peu à peu, transformées en compétences communautaires.

Yves-Thibault de SILGUY

L'Économie, fil d'Ariane de l'Europe

[Presses de Sciences-Po, coll. « La bibliothèque du citoyen », 2000, 205 p., 11,43 €, ISBN : 2-7246-0818-6]

- C'est de la volonté d'instaurer une paix durable en Europe que naît le projet européen. Mais par où commencer ? Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pragmatisme aidant, l'économie s'impose comme un moyen pouvant servir une telle ambition. Cinquante ans après, au regard du chemin parcouru depuis le traité de Rome, le pari semble plutôt réussi. C'est de cette aventure avant tout économique que nous parle cet ancien membre de la Commission européenne, pour qui l'économie est omniprésente dans toutes les étapes de la construction européenne. Détaillant le processus qui, progressivement, a conduit de la CECA à l'union économique et monétaire ainsi qu'à l'avènement de la monnaie unique, il analyse cette évolution construite autour du principe accepté de l'économie de marché. Clé essentielle à la lecture du projet européen, l'économie devra sans doute, dans l'avenir, se confronter plus durement aux demandes pour plus d'Europe sociale des Européens, préoccupés des conséquences des dérégulations et des réformes des systèmes sociaux. Assisterons-nous, demain, à la naissance d'une nouvelle Europe politique ?

LE DÉBAT SUR L'EUROPE

Maurice ALLAIS

L'Europe face à son avenir : que faire ?

[Laffont, 1991, 309 p., 16,77 €,
ISBN : 2-221-07284-7]

- Boîte à outils originale pour la construction d'une nouvelle Europe, le livre du prix Nobel de sciences économiques Maurice Allais contient une liste de propositions concrètes pour l'édification d'une communauté européenne culturelle, politique et économique fondée sur les principes d'une société libérale démocratique et humaniste. Institutions et organisation politique de la Communauté, constitution, défense commune, élargissement, monnaie unique, droits sociaux fondamentaux, éthique de l'économie de marché... Tels sont, entre autres, les thèmes que l'auteur développe en vue d'édifier cette Communauté européenne qui devra s'entendre « à son terme, de l'Atlantique à la frontière occidentale de l'URSS ». Publié en 1991, ce livre reste toutefois d'une remarquable actualité, à l'heure où la plupart des États membres est engagée dans les procédures de ratification du traité instituant une Constitution pour l'Europe.

Étienne BALIBAR

Nous, citoyens d'Europe ? Les frontières, l'État, le peuple

[La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2001,
323 p., 20,58 €, ISBN : 2-7071-3460-0]

- Faisant suite aux *Frontières de la démocratie*, publié en 1992, ce recueil de textes présente une étude approfondie du thème de la citoyenneté dans le cadre élargi de l'Europe. En effet, si la construction d'un nouvel espace politique européen est actuellement largement débattue, qu'en sera-t-il de cette nouvelle « citoyenneté transnationale » ? Imaginant une citoyenneté européenne plus démocratique et moins « étatique », Étienne Balibar examine la question des frontières et de la violence dont elles sont porteuses ; celle de l'État dans l'exercice de sa souveraineté, conjuguée à sa capacité de contrôle de ses habitants ; et enfin celle du peuple qui devrait, selon lui, être à la fois l'artisan et l'objet de cette nouvelle citoyenneté. Dénonçant les risques d'exclusion du nouvel étranger, l'extra-communautaire, Balibar plaide aussi pour un socle politique social et juridique élargi et pose ainsi les conditions d'une nouvelle Europe plus démocratique.

Laurent COHEN-TANUGI

Le Choix de l'Europe

[Fayard, 1995, 224 p., 16,77 €, ISBN: 2-213-59426-0]

- Dans le climat d'euro-scepticisme qui règne au lendemain de la ratification du traité de Maastricht, où l'attentisme des gouvernements répond au trouble de l'opinion, Laurent Cohen-Tanugi, avec ce plaidoyer pour l'Europe, dénonce la dérive de la construction européenne consécutive à la chute du mur de Berlin et met en lumière l'importance des prochaines échéances, à savoir union monétaire, réforme institutionnelle et élargissement. En effet, en 1996, se tient une Conférence inter-gouvernementale sur la réforme du traité de l'Union. Pour l'auteur, l'Europe est, à ce moment précis de son histoire, face à un choix difficile. Selon lui, les États membres ont à choisir entre une Europe forte ou une Europe faible, autrement dit entre puissance et déclin, puis il doute et s'interroge sur la volonté de certains d'entre eux de donner à l'Union les moyens réels de ses nouvelles ambitions. L'avenir lui a-t-il donné raison ? La question reste d'actualité.

Jean-Marc FERRY et Paul THIBAUD

Discussion sur l'Europe

[Calmann-Lévy / Fondation Saint-Simon, 1992, 218 p., 18,25 €, ISBN: 2-7021-2164-0]

- L'après-Maastricht — achèvement d'un processus de construction économique et début d'une nouvelle ère politique — est le contexte de cette « dispute » philosophique sur l'Europe confrontant les points de vue et proposant des réponses aux questions que pose le futur de l'Europe: Quel sera-t-il? Fédération? Confédération? Europe des nations ou encore forme inédite à inventer? Thibaud s'attache au rapport entre Europe et démocratie, et défend l'idée d'une Europe des nations renouvelée par une plus grande délibération publique et une plus large implication citoyenne, plaçant l'approfondissement de la démocratie nationale au centre de la construction européenne. Ferry, quant à lui, considère qu'il n'y a pas de contradiction entre un surcroît d'intégration et le maintien des souverainetés nationales, et que c'est principalement par cette notion de « segmentation » des pouvoirs que passe la construction d'un super État européen. Malgré leurs divergences, les auteurs s'accordent sur les besoins d'une nouvelle culture politique partagée, nourrie par un renforcement de la vie démocratique de chacun des membres de l'Union.

Jean-Paul FITOUSSI

Le Débat interdit.

Monnaie, Europe, pauvreté

[Arléa / Le Seuil, coll. « Points – Économie », 2000, 318 p., 7,50 €, ISBN : 2-02-038579-1]

- Y a-t-il un véritable débat sur la pensée économique dominante en Europe aujourd'hui ? À partir du cas français, l'auteur ouvre ce débat, en tant qu'économiste mais en plaçant l'emploi au centre de ses préoccupations. Une économie est saine si les citoyens ont un travail, pas si tel critère d'une théorie monétariste est respecté. Selon lui, le pacte de stabilité européen est un carcan qui empêche toute politique économique nationale et la politique de désinflation a un coût : le chômage et, donc, la croissance des inégalités, la pauvreté. En outre, elle pénalise le futur en maintenant trop élevés les taux d'intérêts réels. La crise des systèmes d'assistance sociale est une crise de croissance, pas de modèle économique : la réduction des inégalités est une valeur positive, la confiance de tous est un moteur pour l'économie. Il faut donc changer de logique et remettre l'emploi et la politique économique au cœur des préoccupations politiques, et pas seulement dans un pays ou dans une union mais dans le monde entier. L'idée du plan Marshall est toujours actuelle : aidons les autres pour nous aider nous-mêmes.

Jürgen HABERMAS

Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique

[Fayard, 2000, 157 p., 14,50 €, ISBN : 2-213-60553-1]

- Face à la globalisation économique, l'Union européenne (UE) peut-elle compenser les compétences amoindries des États nationaux pour résoudre le problème de la justice sociale ? Et, au-delà, comment penser la démocratie après la disparition de son cadre « naturel », l'État-nation ? L'un des principaux penseurs allemands contemporains se pose la question politique de la légitimité de la construction européenne (d'une légitimité qui ne peut être seulement économique), en se demandant comment l'UE préfigure une démocratie post-nationale. Quelles en sont les conditions ? Une constitution ne peut tout résoudre, il faut également des relais sociaux efficaces (partis, syndicats, médias, système scolaire, etc.) qui puissent donner vie à un espace public commun, fondamental pour la création d'une identité et d'une volonté commune, et donc d'une légitimité européenne. Cette légitimité politique, qui ne peut se limiter à une élite, est nécessaire pour que l'UE puisse mettre en place les bases de politiques qui répondent à l'impératif moral de la justice sociale face à la croissance des inégalités de fait liée au marché.

Philippe HERZOG

L'Europe après l'Europe.

Les voies d'une métamorphose

[De Boeck Université, 2002, 325 p., 26,50 €, ISBN: 2-8041-4013-X]

- Député européen depuis 1989 où il dirigeait la liste du Parti communiste français, qu'il a quitté en 1996, l'auteur réfléchit dans ce livre, fruit de son expérience comme professeur, parlementaire et dirigeant associatif, sur la refondation de l'Europe, qu'il considère comme l'enjeu politique majeur des années 2010. Pour que les chantiers ouverts par l'adoption de l'euro et l'élargissement réussissent, l'auteur dessine les éléments d'un projet de fédération de citoyens, d'une ambition de solidarité dans le monde, plutôt que de puissance. S'inspirant d'Hannah Arendt, de Karl Jaspers, de Karl Polanyi et de Jürgen Habermas, il fait appel à une nouvelle culture de l'action sociale et politique.

Edgar MORIN

Penser l'Europe

[Gallimard, coll. « Folio Actuel », 1990, 263 p., 6,80 €, ISBN: 2-07-032584-9]

- Le sociologue Edgar Morin, qui dit de lui-même qu'il fut « longtemps "anti-européen" », nous invite à penser l'Europe. Mais, précise-t-il, son intention n'est pas de « penser l'Europe passée ; elle est de penser l'Europe présente à partir de son passé ». En effet, à travers l'histoire et la culture du continent européen, l'auteur dresse le portrait d'une Europe multiple et complexe qui, pour la première fois, fait l'expérience d'un destin commun. Pour les Européens, confrontés au changement de nature de l'ennemi, qui n'est plus ethnique mais hégémonique, et à la menace que représenterait leur désunion, il est essentiel de prendre conscience de cette communauté de destin pour construire ensemble un dessein commun. Edgar Morin se fait l'avocat d'une métamorphose de l'Europe en « province méta-nationale », encore fragile et inachevée, mais toutefois indispensable ; à savoir une Europe-province suffisamment forte et enracinée en elle-même pour assumer l'universel dont est porteuse sa culture.

Jean-Louis QUERMONNE

L'Europe en quête de légitimité

[Presses de Sciences-Po,
coll. « La Bibliothèque du citoyen », 2001,
127 p., 12 €, ISBN : 2-7246-0822-4]

- L'auteur a présidé le groupe de réflexion du Commissariat général au Plan sur la réforme des institutions de l'Union européenne et a fait partie du groupe chargé d'établir, en France, la synthèse du débat sur l'avenir politique de l'Europe. Le livre est un essai basé sur une analyse des dysfonctionnements de l'Union européenne à l'aube du XXI^e siècle. Il éclaire différents aspects du problème de la légitimité de l'Union. Et, dans un but prospectif, il teste la solution susceptible de réunir le plus large consensus en Europe : le projet de fédération d'États-nations, dont la paternité revient à Jacques Delors et à laquelle l'auteur tente de donner consistance.

Yves SALESSE

Manifeste pour une autre Europe

[Éditions du Félin, 2004, 115 p., 10,50 €, ISBN : 2-86645-524-X]

- Depuis plusieurs années, Yves Salesse dénonce la construction européenne actuelle, celle de l'Europe-marché, tout en ne ménageant pas ses critiques aux défenseurs de l'État-nation. Son point de vue peut être résumé en deux points. Premièrement, la nécessité d'une transformation sociale en profondeur devrait primer sur tout autre agenda. Mais, deuxièmement, cette transformation ne peut que s'articuler autour d'une dimension européenne. L'objet de l'ouvrage est de reprendre cette analyse dans le cadre du débat relatif au projet de constitution européenne, afin d'alimenter la « crise féconde » que ce débat suscite. La première partie est consacrée à un réquisitoire argumenté contre le projet. La seconde partie propose de nombreuses pistes pour la réalisation d'une Europe sociale.

Paul ALLIES

**Une constitution
contre la démocratie ?
Portrait d'une Europe dépolitisée**

[Climats, 2004, 228 p., 15 €,
ISBN : 2-84258-276-0]

- L'ouvrage est une critique du projet de constitution européenne qui s'inscrit dans une optique résolument fédéraliste. Selon l'auteur, l'actuel projet est illégitime car il manque de réel pouvoir constituant (première partie), il ne dessine aucune citoyenneté européenne (deuxième partie) et enfin il sanctionne l'impuissance européenne en accordant encore un rôle de premier plan aux États (troisième partie). C'est ainsi qu'en ne permettant pas l'émergence d'un système européen fédéral, le projet accentue encore le fameux déficit démocratique européen. Les décisions fondamentales sont désormais prises par les institutions européennes, faiblement démocratiques, alors qu'elles ne le sont plus par les institutions nationales, dont les mécanismes, plus démocratiques, tournent en quelque sorte à vide.

Laurence BURGORGUE-LARSEN,
Anne LEVADE et Fabrice PICOD
**La Constitution européenne
expliquée au citoyen**

[Hachette, coll. « Pluriel », 2005, 439 p.,
7,60 €, ISBN : 2-01-279246-4]

- Le texte du traité établissant une constitution pour l'Europe, signé par les chefs d'État le 29 octobre 2004 et soumis à référendum en France le 29 mai 2005, est précédé d'une première partie qui se propose de guider le lecteur en répondant à la question : pourquoi une constitution pour l'Europe ? Présentant les diverses étapes de la rédaction du texte, les auteurs, jeunes professeurs de droit, expliquent pourquoi la Constitution européenne est différente des constitutions des États. Elle se doit de reprendre les textes résultant de toutes les étapes précédentes et, en particulier, les principaux traités qui ont fait l'Europe. Le livre explique les enjeux qui sous-tendent la constitutionnalisation des traités européens.

Alain DAUVERGNE

**L'Europe en otage ?
Histoire secrète de la Convention**

[Saint-Simon, 2004, 367 p., 20 €,
ISBN : 2-915134-08-1]

- En décembre 1991, à Laeken, les chefs d'État et de gouvernement décident de convoquer une « Convention pour l'Europe ». Entre février 2002 et juillet 2003, plus de deux cents femmes et hommes se réunissent, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, avec pour mission d'écrire une constitution pour l'Europe. Rédacteur en chef adjoint au magazine *Le Point*, Alain Dauvergne a été le témoin privilégié des travaux de la Convention. Dans ce livre qui s'apparente à un véritable *thriller* politique, l'auteur nous livre secrets et témoignages de cette aventure démocratique inédite. Cet éclairage original permet au lecteur de réaliser toute la complexité et les enjeux de la construction de cette nouvelle union. La suite, on la connaît : échec du Conseil de Bruxelles en 2003, poursuites des négociations pour finalement parvenir à un accord le 18 juin 2004, signé à Rome le 29 octobre de la même année. Les procédures de ratification s'organisent et le jeu démocratique se poursuit, mettant en évidence les craintes et les espérances. L'avenir dira s'il s'agit là d'un tournant historique pour cette Europe élargie du vingt et unième siècle.

Olivier DUHAMEL

**- Pour l'Europe. Le texte intégral
de la Constitution expliqué
et commenté**

[Le Seuil, 2003, 436 p., 21,50 €,
ISBN : 2-02-062170-3]

- La Constitution européenne

[Armand Colin, 2004, 98 p., 1,50 €,
ISBN : 2-24705845-0]

- L'auteur a participé en tant que représentant du Parlement européen à la Convention pour l'Europe présidée par Valéry Giscard d'Estaing. Le texte publié et commenté dans ce livre est celui qu'a adopté la Convention aux mois de juin et juillet 2003 et qui a ensuite servi de base à la conférence intergouvernementale qui a élaboré le traité établissant une constitution pour l'Europe. Les commentaires expliquent les innovations du projet de la Convention, contenus dans la première partie de la Constitution, dont quelques-unes, comme le Conseil législatif, n'ont pas été retenues dans le texte final. La première partie du livre reprend le journal d'un conventionnel, écrit par l'auteur au fur et à mesure des travaux qui se sont déroulés de mars 2002 à juillet 2003, et permet de comprendre l'enthousiasme des conventionnels lorsqu'ils ont réussi à se mettre d'accord sur un projet faisant la quasi-unanimité des représentants, provenant de vingt-huit pays, de leurs parlements et gouvernements, et des institutions européennes. L'autre titre est la version la plus réduite (8 cm x 12 cm) du traité signé à Rome le 29 octobre 2004. Il se concentre sur les parties I, II et IV de la Constitution, qui contiennent les véritables innovations, alors que la III^e partie — la plus longue — ne fait que reprendre le contenu des traités de Rome et de Maastricht déjà en vigueur en les adaptant à ces innovations.

Valéry GISCARD D'ESTAING

Constitution pour l'Europe

[Albin Michel, 2003, 395 p., 21,90 €, ISBN: 2-226-14201-0]

- Valéry Giscard d'Estaing, président de la convention convoquée par le Conseil européen du 15 décembre 2001, a signé la longue introduction constituant près d'un quart de ce livre qui a un double intérêt. L'introduction, plus qu'un exercice de pédagogie, est une présentation de la vision de l'Europe de l'ancien président de la République, à qui l'on doit la mise en place du Conseil européen et l'élection directe du Parlement européen. Le texte intégral du projet de traité établissant une constitution pour l'Europe est celui qu'a adopté la Convention avant de passer par le travail diplomatique de la conférence intergouvernementale: le texte finalement soumis à ratification n'a certes pas beaucoup changé en substance, mais assez souvent dans sa formulation, et peut ainsi être comparé au travail de la Convention.

Arnaud LECHEVALLIER

et Gilbert WASSERMANN

La Constitution européenne.

Dix clés pour comprendre

[La Découverte, coll., « Sur le vif », 2005, 141 p., 7,50 €, ISBN: 2-7071-4539-2]

- Rédigé dans la perspective du référendum français sur la constitution pour l'Europe par un économiste et un journaliste, le livre donne de façon balancée les éléments pour que chacun puisse répondre à dix questions: pourquoi une « constitution pour l'Europe »? Constitution ou traité? Qu'est-ce qui va changer? La Constitution « grave-t-elle dans le marbre » le néo-libéralisme? Ferme-t-elle la voie à l'Europe sociale? Contient-elle des avancées en matière de politique étrangère et de défense commune? Quel débat en France et en Europe? Les scénarios du non et du oui. Quelles frontières pour l'Europe?

Jean-Luc SAURON

La Constitution européenne expliquée. Présentation synthétique et thématique. Texte officiel et intégral de la Constitution. La Constitution en 30 questions

[Gualino, 2005, 320 p., 20 €, ISBN : 2-84200-809-X]

- Rédigé dans la perspective du référendum français sur la constitution pour l'Europe par un praticien aguerri du droit communautaire, ce livre est remarquable par son effort de pédagogie. Il regroupe en un seul livre : une présentation synthétique et thématique des données contenues dans la Constitution (procédure de rédaction, structure, clarification du « vivre ensemble » dans une communauté de valeurs, traduction de la place centrale donnée au citoyen européen par la Constitution, amélioration des compétences communautaires existantes), le texte officiel et intégral de celle-ci et des deux principaux protocoles qui l'accompagnent, et les réponses à trente questions que l'on peut se poser sur la portée de ce traité constitutionnel et sur les conséquences de son éventuel rejet.

Jacques ZILLER

La Nouvelle Constitution européenne

[La Découverte, coll. « Repères », 2^e édition 2005, 128 p., 7,95 €, ISBN : 2-7071-4199-2]

- Écrit dès la fin des travaux de la Convention européenne en juillet, ce livre, qui a été traduit en anglais, en italien et en polonais, a été mis à jour et réédité après l'adoption du traité établissant une constitution pour l'Europe. L'auteur tente de dégager les grandes lignes de force du traité constitutionnel. Une analyse approfondie de la composition et du fonctionnement de la Convention, présidée par Valéry Giscard d'Estaing, montre comment le traité est un compromis « imparfait mais inespéré » entre différentes conceptions de l'Europe à travers un mécanisme destiné à représenter les parlements et gouvernements de vingt-huit États, membres ou candidats à l'Union européenne. L'auteur analyse le contenu du traité constitutionnel en le comparant aux traités de Rome et de Maastricht, en vigueur jusqu'à la ratification éventuelle du traité constitutionnel. Il montre la continuité essentielle du projet européen avec des innovations destinées à mieux garantir les droits des citoyens européens et à améliorer le fonctionnement d'une union à vingt-cinq ou plus.

A

ABÉLÈS Marc	La Vie quotidienne au Parlement européen	36
ALLAIS Maurice	L'Europe face à son avenir: que faire ?	50
ALLIES Paul	Une constitution contre la démocratie ? Portrait d'une Europe dépolitisée	55
ARCY François (d')	Les Politiques de l'Union européenne	44
AYRAL Michel	Le Marché intérieur de l'Union européenne : les règles du jeu	44

B

BAECQUE Antoine (de)	Histoire de la démocratie en Europe	31
BAILLY Antoine et FRÉMONT Armand	L'Europe et ses États, une géographie	9
BALIBAR Étienne	Nous, citoyens d'Europe ? Les frontières, l'État, le peuple	50
BARAV Ami et PHILIP Christian	Dictionnaire juridique des Communautés européennes	40
BARBE Emmanuel et BOULLANGER Hervé	Justice et affaires intérieures dans l'Union européenne. Un espace de sécurité et de justice	45
BENOIT-ROHMER Florence et KLEBES Heinrich	Le Droit du Conseil de l'Europe. Vers un espace juridique européen	41
BERTRAND Geneviève	La Prise de décision dans l'Union européenne	36
BITSCH Marie-Thérèse	Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours	12
BONNEFOUS Édouard	La Construction de l'Europe par l'un de ses initiateurs	22
BOSSUAT Gérard	Les Fondateurs de l'Europe unie	23
BOURRINET Jacques	Le Pacte de stabilité et de croissance	45
BRAGUE Rémi	Europe, la voie romaine	15

BRAIBANT Guy	La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne	41
BRAUDEL Fernand	L'Europe	9
BROSSAT Caroline	La Culture européenne : définitions et enjeux	46
BUFFOTOT Patrice	Europe des armées ou Europe désarmée ?	46
BURGORGUE-LARSEN Laurence, LEVADE Anne et PICOD Fabrice	La Constitution européenne expliquée au citoyen	55

C

CABANIS André et Danièle	L'Europe de Victor Hugo. Le prophète des États-Unis d'Europe	16
COHEN-TANUGI Laurent	L'Europe et l'Amérique au seuil du XXI^e siècle	10
COHEN-TANUGI Laurent	Le Choix de l'Europe	51
COURTY Guillaume et DEVIN Françoise	La Construction européenne	12
CROISAT Maurice et QUERMONNE Jean-Louis	L'Europe et le fédéralisme	37

D

DALOZ Lucien	Chrétiens dans une Europe en construction	16
DAUVERGNE Alain	L'Europe en otage? Histoire secrète de la Convention	56
DEHOUSSE Renaud	La Cour de justice des Communautés Européennes	42
DELORS Jacques	Mémoires	23
DELORS Jacques	Le Nouveau Concert européen	24
DOUTRIAUX Yves et LEQUESNE Christian	Les Institutions de l'Union européenne	37
DRAKE Helen	Jacques Delors en Europe : histoire et sociologie d'un leadership improbable	24

DREVET Jean-François	L'Élargissement de l'Union européenne, jusqu'où?	32
du RÉAU Élisabeth	L'Idée d'Europe au xx^e siècle. Des mythes aux réalités	20
DUCOMTE Jean-Michel	Europe, le cheminement d'une idée	17
DUHAMEL Alain, HOUZIAUX Alain, LE BRAS Hervé et MOREAU DEFARGES Philippe	L'Europe jusqu'où ?	17
DUHAMEL Olivier	Pour l'Europe. Le texte intégral de la Constitution expliqué et commenté	56
DUHAMEL Olivier	La Constitution européenne	56
DUROSELLE Jean-Baptiste	L'Idée d'Europe dans l'Histoire	18

F

FAYE Jean-Pierre	L'Europe une: les philosophes et l'Europe	18
FERRY Jean-Marc	La Question de l'État européen	19
FERRY Jean-Marc et THIBAUD Paul	Discussion sur l'Europe	51
FITOUSSI Jean-Paul	Le Débat interdit. Monnaie, Europe, pauvreté	52
FONTAINE Pascal	Une idée neuve pour l'Europe. La déclaration Schuman — 1950-2000	19

G

GAILLARD Jean-Michel	Les Grands Jours de l'Europe, 1950-2004	13
GANGE François	Le Mythe d'Europe dans la grande histoire: du mythe au continent	20
GAUTRON Jean-Claude	Droit européen	42
GERBET Pierre	La Construction de l'Europe	10
GERBET Pierre, LA SERRE Françoise (de) et NAFILYAN Gérard	L'Union politique de l'Europe. Jalons et textes	13
GISCARD D'ESTAING Valéry	Constitution pour l'Europe	57

H

HABERMAS Jürgen	Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique	52
HERSCHEL Marie-Luise	L'Europe élargie : enjeux économiques	32
HERZOG Philippe	L'Europe après l'Europe. Les voies d'une métamorphose	53
HUBERT Agnès	L'Europe et les femmes. Identités en mouvement	28

I

IMBERT Pierre-Henri, PETTITI Louis-Edmond et DECAUX Emmanuel	La Convention européenne des droits de l'homme. Commentaire article par article (2^e édition)	43
--	--	----

J

JEANTET Thierry	L'Économie sociale européenne, ou la tentation de la démocratie en toutes choses...	47
-----------------	--	----

L

LAMARTHE Béatrice	La Défense du consommateur dans l'Union européenne	47
LECHANTRE Marc et SCHAJER David	Le Budget de l'Union européenne	48
LECHEVALLIER Arnaud et WASSERMANN Gilbert	La Constitution européenne. Dix clés pour comprendre	57
LEFORT Bernard	Une Europe inédite. Documents des archives Jean-Monnet	25

LOYAT Jacques et PETIT Yves	La Politique agricole commune (PAC). Un enjeu de société	48
-----------------------------	---	----

M

MAGNETTE Paul	La Citoyenneté européenne	28
MAGNETTE Paul	Contrôler l'Europe. Pouvoirs et responsabilités dans l'Union européenne	38
MAGNETTE Paul	L'Europe, l'État et la démocratie	38
MARTENS Stéphane	L'Allemagne et la France. Une entente unique pour l'Europe	33
MENDRAS Henri	L'Europe des Européens : sociologie de l'Europe occidentale	29
MONNET Jean	Mémoires	25
MONTAIN-DOMENACH Jacqueline	L'Europe de la sécurité intérieure	49
MORIN Edgar	Penser l'Europe	53

O

OCKRENT Christine	L'Europe racontée à mon fils. De Jules César à l'euro	11
OLIVI Bino	L'Europe difficile. Histoire politique de l'intégration européenne	14

P

PAGE Jean-Pierre et VERCUEIL Julien	De la chute du Mur à la nouvelle Europe. Économie politique d'une métamorphose	33
PFLIMLIN Pierre	Mémoires d'un Européen de la IV^e à la V^e République	26

Q

QUERMONNE Jean-Louis	Le Système politique de l'Union européenne. Des Communautés économiques à l'Union politique	39
QUERMONNE Jean-Louis	L'Europe en quête de légitimité	54

R

REYNIÉ Dominique	La Fracture occidentale. Naissance d'une opinion européenne	29
RIDEAU Joël	Les États membres de l'Union européenne : adaptations, mutations, résistances	34
RIEBEN Henri, CAMPERIO-TIXIER Claire et NICOD Françoise	À l'écoute de Jean Monnet	26
RIFKIN Jeremy	Le Rêve européen	21
ROCHARD Bertrand	L'Europe des Commissaires. Réflexions sur l'identité européenne, des traités de Rome au traité d'Amsterdam	39
ROUGEMONT Denis (de)	Vingt-huit siècles d'Europe. La conscience européenne à travers les siècles	21

S

SABOURIN Paul	Le Destin du continent européen. Le chemin de la Grande Europe	34
SALESSE Yves	Manifeste pour une autre Europe	54
SAURON Jean-Luc	La Constitution européenne expliquée. Présentation synthétique et thématique. Texte officiel et intégral de la Constitution. La Constitution en 30 questions	58

SCHARPF Fritz	Gouverner l'Europe	40
SCHNAPPER Dominique et MENDRAS Henri	Six manières d'être européen	30
SCHNAPPER Pauline	La Grande-Bretagne et l'Europe	35
SCHULZE Hagen	État et nation dans l'histoire de l'Europe	14
SCHUMAN Robert	Pour l'Europe. Écrits politiques	27
SILGUY Yves-Thibault (de)	L'Économie, fil d'Ariane de l'Europe	49
SMETS Paul H.	Il faut faire l'Europe : trente ans de la VI^e et des combats de Paul-Henri Spaak	27
SOULIER Gérard	L'Europe. Histoire, civilisation, institutions	11
SUDRE Frédéric	La Convention européenne des droits de l'homme	43

T

TANDONNET Maxime	Le Grand Bazar ou l'Europe face à l'immigration	30
TISSIER Yves	Dictionnaire de l'Europe. États d'hier et d'aujourd'hui de 1789 à nos jours	35
TODD Emmanuel	L'Invention de l'Europe	31

W

WEBER Eugen	Une histoire de l'Europe	15
WOLTON Dominique	La Dernière Utopie. Naissance de l'Europe démocratique	22

Z

ZILLER Jacques	La Nouvelle Constitution européenne	58
----------------	--	----

POSTFACE

Yves MÉNY

L'Europe entre progrès et coups d'arrêt

Le référendum du 29 mai 2005 en France restera un point de référence sur la route difficile de l'Union de l'Europe. Initiée en 1950 avec la déclaration de R. Schuman proposant une coopération étroite mais limitée aux secteurs « fauteurs de guerre » (le charbon et l'acier) entre les anciens belligérants français et allemands, l'union sous forme de « Communauté » étant offerte aux autres États européens.

La Communauté européenne du charbon et de l'acier allait faire ses premiers pas, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Italie s'associant à la France et à l'Allemagne. Quatre ans plus tard, la France faisait trébucher un projet (la Communauté européenne de Défense) dont ses élites politiques avaient pourtant été les promoteurs. Il fallut attendre que retombent les polémiques, que s'apaisent les plaies à vif pour reprendre le chemin de la coopération. Après le charbon et l'acier, l'énergie atomique et l'établissement d'un marché commun furent les éléments d'une union qui se voulait sans cesse plus étroite. La France, comme toujours, avait une position ambivalente partagée qu'elle était entre les idéaux européens des démocrates-chrétiens et d'une partie des socialistes et les réserves souverainistes de droite et de gauche (gaullistes et communistes en particulier).

Bien entendu les intérêts stratégiques, économiques et financiers étaient susceptibles d'infléchir les positions idéologiques comme l'illustre le fait que le Général De Gaulle, tout réservé qu'il était à l'égard d'une politique européenne intégrée, a contribué à la mise en place de la communautarisation quasi intégrale d'une politique sectorielle, la Politique agricole commune.

Le cheminement de l'Union au cours des vingt-cinq ans qui ont suivi le Traité de Rome a été lui aussi parsemé d'embûches (notamment la fameuse crise de la Chaise vide) mais reprit un cours plus vigoureux sous l'impulsion de Jacques Delors : la signature de l'Acte unique, des Traités de Maastricht et d'Amsterdam constituèrent des étapes décisives permettant la mise en place du Marché unique, de l'Euro et renforçant quelque peu le processus de démocratisation des institutions européennes. Le Traité de Nice, dernier-né de la famille des traités européens, vit le jour au forceps, traduisant déjà les difficultés liées à l'élargissement. L'insatisfaction à l'aube blême de l'accord nîçois était telle que le communiqué final appelait déjà à une nouvelle entreprise, celle qui a abouti au Traité constitutionnel soumis à ratification. L'échec du 29 mai en France est grave non pas tant par ses conséquences juridiques potentielles (l'éventuelle faillite du Traité) que par le(s) message(s) politique(s) qu'il contient. Il faudra au mieux plusieurs années pour relancer l'Europe. Mais ceci serait un moindre mal car le risque est grand d'un « détricotage » de l'acquis juridique et surtout politique d'un demi-siècle de construction européenne.

Trois erreurs politiques graves ont été commises par les États membres qui ont contribué au naufrage du référendum, même si elles ne l'expliquent pas complètement.

La première a été de ne pas choisir entre un Traité d'aménagements juridiques et une véritable Constitution. Du même coup, la soi-disant Constitution a dû s'encombrer de la partie III (les politiques de l'Union) qui l'a alourdie inutilement, concentrant toutes les critiques alors même que c'est elle qui survivra le mieux à l'échec (éventuel) du Traité puisque la quasi-totalité de ses dispositions sont déjà en vigueur ! Par ailleurs,

en n'introduisant pas de véritable mécanisme de révision à la majorité qualifiée, le Traité repoussé par les Français, le dimanche 29 mai 2005, perpétuait le statut quo juridique. Une véritable Constitution était reportée aux calendes grecques.

La seconde erreur de la part des vingt-cinq États membres a été de repousser leur accord sur le texte final aux lendemains des élections européennes de juin 2004. Au lieu que ce texte soit l'enjeu crucial d'un débat pan-européen et la plate-forme idéale pour les candidats à l'élection, il n'est né qu'après la consultation électorale et des négociations frénétiques mais secrètes entre gouvernements. Si l'on avait voulu infliger un camouflet aux citoyens européens consultés huit jours avant on ne s'y serait pas mieux pris. La revanche populaire revient comme un boomerang un an après.

La troisième faute a été de ne pas saisir l'occasion de ce nouveau Traité que l'on voulait particulièrement solennel puisqu'on le dénommait « constitutionnel » pour organiser un référendum consultatif, pan-européen, tenu le même jour dans les vingt-cinq pays. Ceci aurait permis de contourner les obstacles juridiques nationaux là où le référendum n'est pas prévu ou autorisé mais aurait surtout eu le grand avantage de permettre la consultation de *tous* les européens le *même jour*. Imaginerait-on de faire ratifier une constitution nationale en l'étalant sur deux ans et en laissant à chaque région le soin de choisir le moment et les procédures ?

L'Union « *in the making* » est plus que toute autre communauté politique dans une situation d'incertitude, d'inachèvement, d'interrogations sur son avenir et sur les formes de son organisation. En soi cette situation n'a rien d'original sauf pour ceux qui croient encore — s'il en reste ! — en la fin de l'histoire.

Mais cette angoisse constitutive de l'existence des individus et des institutions est sans doute encore plus grande quand il s'agit de créatures jeunes et fragiles. Les aléas de la Constitution (ou de la non-Constitution) européenne sont l'illustration de cette hésitation où la peur d'avancer est seulement neutralisée par la crainte encore plus grande de retomber dans l'abîme.

Yves MÉNY

Président de l'Institut universitaire européen de Florence,
professeur des universités en détachement de l'Institut d'études
politiques de Paris.

100 Titres... est une publication hors série de *Vient de paraître*.
Vient de paraître, publié quatre fois par an et tiré à 12 000 exemplaires, est diffusé dans les services et établissements culturels français à l'étranger.

Directeur de la publication :
François Neuville

Rédacteur en chef :
Paul de Sinety

Édition : **adpf** association
pour la diffusion de la pensée
française ●

Conception graphique :
David Poullard

Impression :
4M impressions
Achevé d'imprimer à 12 000 exemplaires
en juin 2005 à Montreuil.

Les textes publiés dans ce livret
et les idées qui peuvent s'y exprimer
n'engagent que la responsabilité
de leurs auteurs et ne représentent
en aucun cas une position
officielle du ministère des Affaires
étrangères.



... est le principe fondamental des choix opérés ici, incluant également des écrivains étrangers s'exprimant en français, d'autres d'abord publiés en différentes langues puis traduits en français. Les textes sont ceux d'universitaires, de journalistes et de praticiens ; ont même été retenus des recueils de textes officiels, car en matière d'Europe ceux-ci ont souvent été les véhicules ou les dépositaires de la pensée européenne en langue française.